

front rouge

organe central
du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



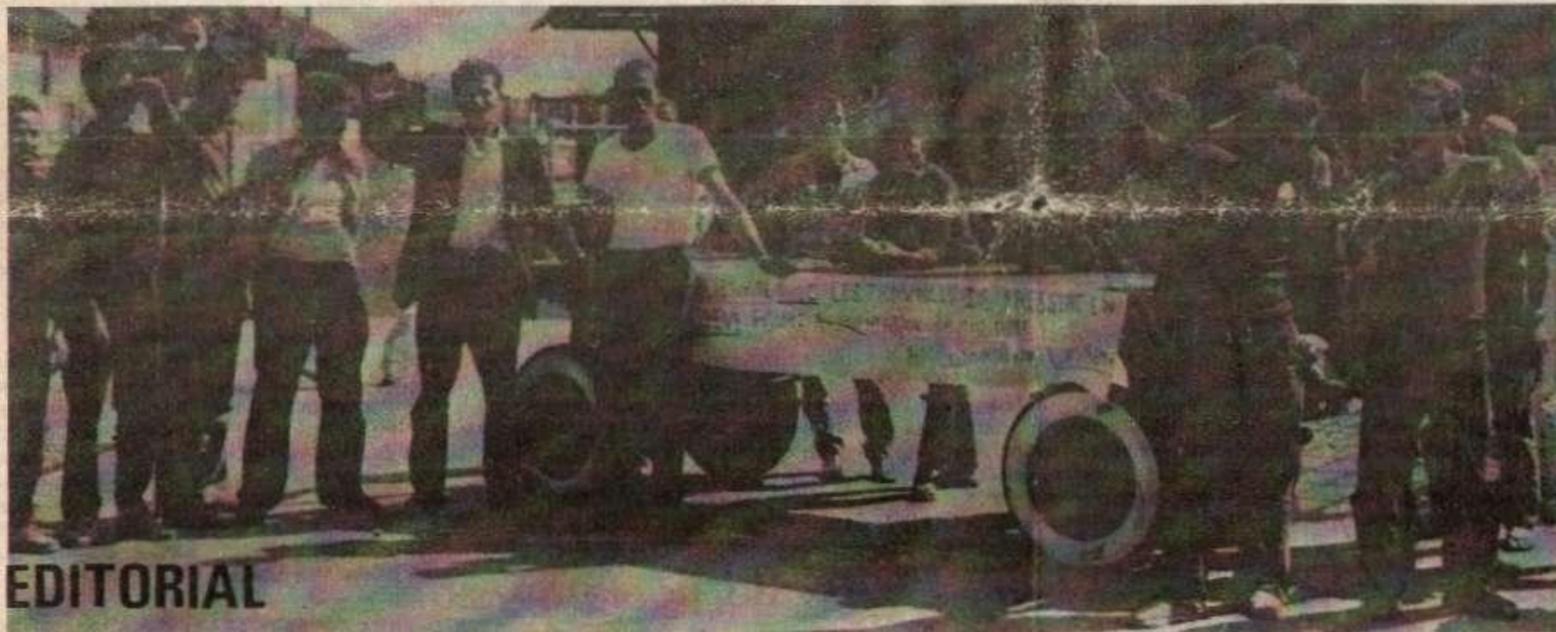
et peuples opprimés, unissez vous

N°121

27 JUIN 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464-75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

LE « PLAN SOCIAL » GISCARD ON EST LOIN DU COMPTE !



EDITORIAL

Au moment même où le gouvernement faisait connaître son « plan social », un ouvrier monteur était tué sur les chantiers d'USINOR, moins de 15 jours après la mort d'un ouvrier fondeur du HF4, le dernier haut-fourneau ultra-moderne mis en place à Usinor-Dunkerque. La grève, entamée il y a trois semaines par les ouvriers fondeurs pour exiger des conditions de travail avec la sécurité dure encore à ce jour, les patrons d'Usinor refusant de payer le prix de la sécurité : pour eux, la vie d'un ouvrier ne compte pas. Voilà, une avant-première du « plan social » dont le gouvernement se serait bien passé mais qui révèle crûment « l'ampleur et la nature du changement social » que prétend instaurer l'équipe Giscard-Chirac-Durafour !

La première constatation qu'inspire ce plan, c'est qu'en matière de revenus et d'emploi, on est loin du compte, très loin du compte. Côté revenus : relèvement du SMIC à 1.213 francs pour 43 heures ce qui fait 1.107 francs pour 40 heures, hausse de 12,2% des prestations familiales au 1er Juillet et relèvement du minimum vieillesse à 17,26 Francs par jour. Voilà qui est généreux ! Un peu plus de 500 F par mois pour les vieux travailleurs qu'on a exploités au maximum tant qu'ils pouvaient engraisser le Capital et que le Capital rejette dans la misère et la solitude dès qu'ils sont trop usés ! Qui peut réellement subvenir à ses besoins avec seulement 1.107 francs, alors que depuis plusieurs mois dans toutes leurs luttes, les travailleurs réclament bien au-dessus de ce minimum patronal, alors que, comme l'apprécient les Syndicalistes Révolutionnaires, c'est 1.650 F minimum, sur la base de 40 H par semaine qui sont nécessaires pour subvenir aux besoins du travailleur. Quant au relèvement des prestations familiales, il ne suit même pas le rythme de relèvement des salaires, lui-même bien inférieur à la réelle hausse des prix ; ce qui donne une idée du grave retard pris dans les prestations familiales.

Côté emploi, rien n'est décidé ; la seule chose ferme c'est... un calendrier de discussions qui s'étale jusqu'à la rentrée sur lequel patrons, gouvernement et dirigeants syndicaux se sont mis d'accord. Au delà des mots du projet gouvernemental, ce qui perce c'est la volonté d'améliorer les accords sur l'emploi de 1969. Ces accords, élaborés et signés par les dirigeants patronaux de concert avec les dirigeants de la CGT et de la CFDT, acceptent le principe de licenciement collectif, mettant comme seule condition le « reclassement » des travailleurs : depuis 5 ans, ces accords ont ainsi permis de jeter sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs à qui étaient proposés un emploi souvent très éloigné de leur domicile, si ce n'est dans une autre région, un emploi correspondant à un salaire bien inférieur à une réelle déqualification.

à la perte des avantages acquis... Aujourd'hui comme à LIP, comme à RATEAU, comme à SALAMANDER, au-delà des promesses de reclassement, des promesses de revalorisation des indemnités de chômage que la bourgeoisie peut suspendre quand elle l'entend, ce que revendiquent les travailleurs, c'est le maintien de leur emploi : pas un seul licenciement, titularisation des travailleurs sous contrats, des intérimaires...

La deuxième constatation qui apparaît dans le « plan social » c'est que sont rigoureusement ignorées toute une série de revendications, pourtant décisives pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. L'exemple d'Usinor-Dunkerque est là pour le rappeler. Alors que les fondeurs refusent de reprendre le travail sans que soit installée une réelle sécurité sur les hauts-fourneaux, le patron, flanqué du représentant du gouvernement dépêché sur place, propose simplement aux travailleurs de monnayer le risque de perdre leur vie chaque jour contre une prime ! Monnayer la santé et la vie des ouvriers contre une prime, voilà les dessous du « plan social » !

L'exemple d'Usinor fournit encore de nombreux autres thèmes revendicatifs ignorés par M. Durafour, le nouveau ministre du travail. Que propose le gouvernement pour supprimer la déportation quotidienne de milliers d'ouvriers qui viennent de Calais, de la région des mines, de la campagne avoisinante ? J-C Delalleau, le fondeur assassiné par le Capital au HF4 se levait à deux heures du matin dans les mines pour prendre son poste à 5h30, utilisant tout à tour quatre moyens de transports (Mobylette, bus, train, bus) et dépensant autant de temps pour rentrer chez lui. Cette politique consciente du capitalisme d'utiliser des sources dispersées de main-d'œuvre pour alimenter les grands bagnes, n'est pas limitée à Usinor : on la trouve chez Renault, chez Saviem, dans la région parisienne, chez Berliet, à Fos s/ Mer... Le patron dresse ainsi des obstacles supplémentaires à l'organisation pour la lutte des ouvriers dispersés aussitôt après le travail dans un rayon de 100 Km. Gageons que M. Durafour se gardera bien de briser ce système.

Et que propose-t-il contre le système infernal des 4x8, où l'ouvrier n'a droit qu'à un week-end par mois au maximum de congé avec sa famille, où l'ouvrier a un rythme de vie tellement déréglé qu'il ne peut pas avoir la moindre vie de famille, qu'il souffre de maux d'estomac... ? Et que propose M. Durafour pour changer la vie dans les nouvelles cités comme celle de Grande-Synthe, citée construite par Usinor, qui vit au rythme des 4x8, où l'ouvrier ne peut se reposer en journée, où les lieux de distraction ou de réunion sont parcimonieusement répartis et contrôlés ? Rien, sur tout cela. M. Durafour et son « plan social » sont muets !

au
sommaire
de ce
numéro :

• NOUVELLE
EXPLOSION
ATOMIQUE
FRANÇAISE
P.3

• USINOR
P.4-5

• LES
PAYSANS
DU LOT-ET-
GARONNE
EN LUTTE
P.6

• LE
DECLIN
DE
L'U.D.R.
P.7

EDITORIAL

Suite de la page 1

Il n'est pas le seul à être inactif sur ces revendications. Les dirigeants confédéraux Maire et Ségué qui ont adopté une plate-forme revendicative commune peu après les élections, ignorent aussi ces problèmes. Face au «plan social» du gouvernement, ils ont affirmé «Giscard lâche du lest» comme le titre elle-même «l'Humanité», et ils sont allés s'installer complaisamment à la table de négociations avec Chirac et les représentants patronaux. On comprend la mollesse de ces réactions : les promesses du candidat Mitterrand qu'ils ont soutenu l'un et l'autre à fond, ne sont pas si éloignées de ce qu'à lâché le nouveau gouvernement de Giscard d'Estaing, ils ne peuvent expliquer trop fort qu'on est loin de ce que réclament les travailleurs.

Alors que le projet gouvernemental dans les négociations actuelles est clair : négocier à froid une rentrée sociale «calme», ni Ségué, ni Maire, n'ont encore dénoncé la manœuvre, et, pour l'instant, ils s'y prêtent. C'est que ces messieurs sont pour le moment trop occupés. Pendant que Maire prépare les «assises du socialisme» de l'automne et tente de manipuler le syndicat CFDT au profit du Parti Socialiste, Ségué et Krasucki doivent convaincre les syndiqués CGT que l'heure est à un programme de «réformes démocratiques» élaboré avec les gaullistes, ces gaullistes justement artisans de plus de 15 ans de politique d'austérité et de répression pour les travailleurs.



Il ne peut être question aujourd'hui de laisser ces gens-là faire du syndicat l'instrument de leurs projets politiques réformistes. Alors que le gouvernement prépare pour la rentrée une offensive contre les travailleurs et un nouveau plan d'austérité, les syndiqués CGT et CFDT doivent faire de leurs syndicats de véritables outils pour mettre en échec cette volonté de la bourgeoisie, pour définir et faire aboutir toutes les revendications sous-estimées, si ce n'est ignorées dans le «plan-social» du gouvernement. Qu'il s'agisse des salaires, de l'emploi, des conditions de travail, de la sécurité, du logement, du transport... les travailleurs doivent dans tous les domaines faire payer la crise à la bourgeoisie.

Frédéric Montagnat le 24-06



Levé tous les jours à 2h. du matin, 3h.30 de voyage, dont une partie dans cette micheline, autant pour le retour, le capital a épuisé J.C. Delalleau avant de l'assassiner au HF 4.

L'augmentation de l'intérêt du crédit, une mesure qui frappe surtout les ménages ouvriers

A la veille de son soi-disant «plan social», Giscard a rendu officielles les nouvelles mesures de crédit. Dorénavant, pour acheter une machine à laver, il faudra payer non plus 19%, mais 22% d'intérêt en plus de la somme totale.

Une nouvelle fois, c'est la classe ouvrière qui va encore faire les frais de ces nouvelles mesures.

● Ce sont les ouvriers qui, les plus nombreux, sont contraints, par la hausse des prix, toujours plus forte que celle des salaires, à acheter à crédit. D'après les enquêtes officielles, si les ouvriers représentent 27% de l'ensemble des ménages, ils forment 47% des ménages endettés et supportent 35% de la dette : sur une dette totale de 1000 F, 353 F sont à payer par des ouvriers.

● C'est sur des petites sommes que les taux de crédit sont les plus élevés. 22%, c'est le chiffre officiel, de fait, il s'élève à bien plus : en plus des 22%, les banques et organismes de crédit ajoutent les frais de dossier, de tenue de compte, d'assurance, etc... qui n'entrent pas, bien sûr, dans le calcul des taux d'intérêt. Ces frais sont fixes quel que soit le montant de la somme empruntée. Sur des grosses sommes (achat d'une voiture par exemple), cela augmente peu le taux d'intérêt, par contre sur des sommes plus faibles (aspirateur, bicyclette, solex, tourne-disque), cela porte le taux de crédit réel à 30 voire 40% ! Ces trois pourcents d'augmentation

vont enrichir directement les organismes de crédit. Quand vous achetez chez Darty-Réal, par exemple, et que vous versez votre crédit, Darty est payé intégralement depuis longtemps, vous payez en réalité à SOFINCO ou à CETELEM, organismes de crédit liés à Darty. Vous, vous n'avez alors plus aucun recours en cas de non-livraison ou de matériel défectueux, par contre SOFINCO et CETELEM peuvent retourner immédiatement contre vous le contentieux, pratiquer des saisies, etc...

Les ouvriers resteront obligés de continuer à acheter à crédit les objets qui leur seront nécessaires. Ce renchérissement du crédit va aussi ralentir la consommation. La progression des crédits totaux que les banques vont désormais allouer à leurs clients sera limitée à 13%. 13% par rapport à l'an dernier, alors que les prix ont augmenté de 18%, c'est une restriction du crédit.

En principe, les grands trusts devraient aussi être touchés par ces mesures, puisque le taux de crédit passe pour les entreprises de 11,80 à 13,80%. Mais comme les grands trusts qui empruntent aux banques, prêtent aussi de l'argent à ces mêmes banques, les arrangements sont faciles à trouver ; de plus, les entreprises bénéficient de subventions pour l'exportation. Par contre, un ouvrier qui n'a aucune contre-partie devra verser jusqu'au dernier sou, sous peine de procès ou de saisie.

la parution de front rouge pendant les congés

Pendant le mois de juillet, compte-tenu des fermetures d'entreprise qui interviennent dans ce mois pour les congés, FRONT ROUGE paraîtra deux fois :

- un numéro de 12 pages, le jeudi 11 juillet.

- un numéro de 16 pages, le jeudi 25 juillet.

Ce dernier, un numéro exceptionnel, qui couvrira la période du mois d'août, comportera des articles traduits en plusieurs langues, des reportages sur le problème des vacances en régime capitaliste... Il devra connaître une diffusion exceptionnelle. Nous appelons tous les camarades isolés, les lecteurs réguliers du journal, à passer commande de plusieurs numéros pour pouvoir s'associer à cet effort de diffusion.

la parution régulière reprendra jeudi 5 septembre.

de nos correspondants

orléans

Vendredi 14 juin, la section d'Orléans du P.C.R. (m-l) a organisé un meeting : 100 personnes, dont une large majorité de travailleurs, y ont participé. Les chants de lutte de Carlos Andres, ainsi que l'intervention de Tobias Engel sur la situation au Portugal, intéressèrent vivement l'assistance. Au cours de l'intervention centrale, un camarade dénonça la multiplication du chômage déguisé, avec la multiplication des contrats à la CEPEN et les jours de lock-out à l'usine Renault de St-Jean de la Ruelle.

Il faut noter le caractère militant de ce meeting à l'issue duquel des contacts furent pris et de nombreux Front Rouge diffusés...

Correspondant.

gennevilliers

Vendredi 14 juin, à notre appel, une manifestation locale d'une centaine de personnes, a parcouru Gennevilliers (banlieue Nord-Ouest de Paris) pour appuyer les revendications des travailleurs immigrés en lutte au foyer SONACOTRA de la localité.

Avec des travailleurs du foyer, participaient à la manifestation de nombreux travailleurs immigrés

habitant des foyers de localités voisines, notamment une délégation de 20 locataires du foyer SONACOTRA de St-Denis. C'est aux cris de «Réintégrez nos deux camarades!» (expulsés du foyer), «des logements corrects pour tous!», «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière!» que les travailleurs ont défilé. «Foyers-HLM halte à la hausse!» ont scandé les manifestants en passant près d'un quartier HLM où habitent de nombreux travailleurs français. Là, plusieurs prises de parole, montrant l'unité de la lutte contre la hausse des loyers et des charges dans les HLM comme dans les foyers, ont été faites.

Au foyer SONACOTRA de Gennevilliers, la lutte continue pour la réintégration des deux camarades et contre le gérant qui multiplie les provocations, écoute aux portes, est à l'affût de la moindre incartade au règlement-caserne. Les travailleurs ont à faire face aussi aux patrons de leurs entreprises («on a entendu dire que vous ne vous teniez pas tranquilles dans votre foyer...»)

Les résidents du SONACOTRA Gennevilliers mettent sur pied actuellement un véritable comité de locataires pour renforcer leur unité, la mobilisation dans le foyer, pour une lutte de longue durée contre la SONACOTRA et ses flics.

Corr. Gennevilliers.

nouvelles brèves...

grève à l'ortf

Depuis le 30 mai, les agents T2 de l'O.R.T.F., ceux qui sont le plus bas dans l'échelle des classifications à l'Office, sont en grève pour une augmentation de salaire et des problèmes catégoriels de classification. La grève est la seule arme dont ils disposent pour défendre leurs revendications. Il est inadmissible que le PDG de l'Office refuse de satisfaire ces revendications, alors que ceux qui achètent un poste de télé sont soumis au racket par une redevance d'environ 150 F, qui ne cesse d'augmenter, alors que la publicité draine des sommes fabuleuses vers l'O.R.T.F. (plus de 15 millions d'anciens francs la minute).

Les caisses de l'O.R.T.F. ne sont pas si vides qu'on veut le dire quand on sait les cachets fabuleux que touchent les «vedettes» de la télé. 30,8 millions d'anciens francs par an pour Jacques Chancel, le «radioscopiste» des salons parisiens, plus de 2 millions et demi par mois ! 22, 8 millions d'anciens francs par an pour le sinistre imbécile Guy Lux : chaque fois qu'une heure de présence de cet individu nous est infligée sur le petit écran, ça lui rapporte environ 200.000 AF !

Mais n'y aurait-il pas autre chose derrière le pourrissement de la situation créée par Marceau Long, PDG de l'Office. Comme par hasard, en même temps, Chénaut, député R.I., dépose à l'Assemblée un rapport sur la gestion scandaleuse de l'Office, l'IFOP publie un rapport prétendant que la majorité des français est favorable à la télé privée, et Rossi, porte-parole du gouvernement déclare qu'il est lui-même de cet avis. Voilà qui prépare le terrain à la création d'une chaîne privée qui drainerait tous les bénéfiques contrats de publicité télévisée. Perspective d'autant plus intéressante à une époque où plusieurs clans de la bourgeoisie se disputent le pouvoir : ceux qui, n'étant pas au gouvernement, n'auraient pas l'O.R.T.F., pourraient quand même disposer d'une chaîne de télé.

le racisme à l'école

Notre correspondant à Montceau-les-Mines nous signale qu'au Certificat d'Etudes, dans sa localité, le

sujet proposé était : «La tuberculose a presque disparue ; cependant elle subsiste encore chez les travailleurs immigrés. Pourquoi ? Quels sont les remèdes à apporter ? ».

Quelle réponse suggéraient donc ceux qui ont posé cette question ? La vieille rengaine raciste qui prétend que les immigrés ne se lavent pas ; ou bien que la solution, c'est de les renvoyer chez eux ; ou encore que s'il y a des risques de retour d'épidémies de tuberculose, c'est de leur faute, etc... En un mot, ils cherchaient à développer le racisme chez les jeunes candidats au C.E.P.

Mais, bien entendu, diront les défenseurs de l'école bourgeoise, on ne fait pas de politique à l'école... il s'agissait d'un sujet de science !

à nouveau le "coup de poing" de poniatowski

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, nouvelle opération «coup de poing» Poniatowski. Comme la semaine précédente, ce sont les quartiers populaires, les quartiers où vivent les travailleurs immigrés qui ont été contrôlés : la banlieue Nord de Paris, Lyon, Lille... Comme la semaine précédente, le bilan officiel, 61 arrestations ne donne qu'une idée bien mince de l'ampleur des résultats visés, le contrôle des jeunes et des travailleurs immigrés.

Et cette fois-ci, Poniatowski a reçu un encouragement inattendu à aller plus loin : deux journalistes, qui ont arpenté, deux heures durant, la banlieue-nord exprès, se plaignent d'avoir eu toutes les peines du monde à se faire contrôler... Il s'agissait de journalistes de «l'Humanité» !

à la cour des comptes

Le rapport annuel de la Cour des Comptes met le doigt sur certains abus particulièrement scandaleux dans la gestion des «affaires publiques». Prenons un exemple : le rapport de cette année met sur la sellette l'aménagement de la côte Languedoc-Roussillon : dépassement des devis initiaux de l'ordre de 25% ; honoraires d'architectes trop élevés (jusqu'à 50% des travaux) ; dépenses inutiles, etc... Bref, des milliards gaspillés... pas pour tout le monde. car

ce que ces messieurs de la Cour des Comptes se gardent bien d'avouer, c'est que de telles opérations d'urbanisme n'ont qu'un seul but : remplir les poches de certains individus. Les poches des spéculateurs fonciers qui, par leurs relations politiques, savaient à l'avance quels terrains seraient utilisés, les avaient achetés à bas prix aux paysans languedociens pour les revendre avec un confortable bénéfice à la «Mission Interministérielle du Languedoc-Roussillon» ! Les poches des gros trusts de la construction, tel Bouygues, dont les rabatteurs hantent les couloirs ministériels à l'affût du moindre projet, ou même... pour inspirer ces projets aux technocrates des ministères ! (un des nouveaux secrétaires d'Etat, Paul Granet, est un ancien de chez Bouygues). Ces pratiques-là, la Cour des Comptes ne les dénonce pas, car elles sont la raison de vivre, et de bien vivre, de trop de gens bien placés, elles sont la règle du système capitaliste.

révérend - père tartuffe

Il y a un mois, le cardinal Daniélou mourait, terrassé par une crise cardiaque. On a d'abord dit qu'il était mort dans la rue, puis que c'était chez des amis... Finalement, on vient d'apprendre que l'ami en question s'appelait Mimi, qu'elle est danseuse de cabaret, et que son mari est un prison pour proxénétisme !

Que de mal pour cacher que Daniélou, ce Saint homme, avait éprouvé le besoin de s'envoyer au ciel en galante compagnie. C'est son affaire. Mais là où l'affaire ne manque pas de piquant, c'est que ce même Daniélou, quand il n'était pas chez Mimi, passait son temps à défendre vigoureusement la pureté doctrinale de l'Eglise Catholique. C'était un des chefs de file de ces curés piliers de la campagne réactionnaire contre l'avortement, contre la contraception, contre la libération de la femme. Combien de familles ont eu à souffrir des conseils de ces gens-là, comme ces mères de famille épuisées par des grossesses successives et des kyrielles de gamins à élever avec toutes les difficultés d'une société capitaliste mais qui n'osent pas recourir à la pillule. Et, pendant ce temps, le R.P. Tartuffe-Daniélou fréquentait assidûment les putains. Et ses compères cardinaux osent prétendre, les hypocrites, que c'était pour convertir !

RIVES(isère) grève chez Pressiat



Depuis le 12 juin à Rives (près de Grenoble), les 50 ouvriers de Pressiat sont en grève : 45 algériens et 2 marocains, 3 portugais embauchés sous contrat d'un an.

Pressiat, entreprise de réfection de la voie ferrée se déplace avec ses ouvriers dans toute la France suivant les chantiers. Dans ces conditions, pour les travailleurs immigrés, impossible d'avoir une vie de famille, d'entrer en contact avec le monde extérieur. Ils font un travail autrefois effectué par la SNCF. Pour elle, c'est tout bénéfice, car elle fait sauter aux ouvriers les avantages qu'avaient acquis les cheminots et les exploite davantage avec des sous-traitants : 6,10 F à 7,40 F de l'heure avec 48 heures par semaine ; heures supplémentaires non payées ; traverses en béton de 180 kg à porter à la main ; pas d'imperméable par mauvais temps ; chefs racistes...

Depuis le 24 mai, Pressiat est à Rives dans un rayon de 50 km. Alors que les chefs sont logés au bord de la route

avec leur famille dans des wagons propres et bien aménagés, les ouvriers sont entassés à 8 dans de vieux wagons à bestiaux dans la gare de Rives, avec un maigre mobilier qu'ils ont dû payer eux-mêmes, deux robinets d'eau froide, sans douche pour 50, les WC publics de la gare, quand le chantier se déplace, le temps de déplacement est pris sur les congés du dimanche et si les travailleurs refusent de voyager dans les wagons à bestiaux, leur billet de train n'est pas remboursé.

Contre cette situation de véritable esclavage, les travailleurs, après avoir fait appel au syndicat CFDT, ont arrêté le travail le 12 juin

rappel des heures non payées
- augmentation de salaire : 8 F de l'heure pour tous ;
- remplacement des vieux wagons, fourniture de tables et de chaises, remplacement du mobilier usagé ;
- 25 F par jour de déplacement, paiement du temps de trajet pour se rendre sur le chantier ; paiement ou

fourniture d'un billet de train pour les changements de chantier ; pas de déménagement le dimanche ;

- mise en place de délégués du personnel

- plus de travail avec un certain chef d'équipe.

Le lundi 17, la maîtrise veut faire le travail des ouvriers. Le 19, les grévistes bloquent la sortie du cantonnement pour empêcher les chefs de briser la grève. La direction fait appel à une équipe « spéciale » de cheminots : elle refuse de travailler et se solidarise avec les grévistes. Les 30 ouvriers de l'autre entreprise de réfection, dont des turcs embauchés sous contrat, se joignent à la grève par solidarité.

La direction maintient son refus de négocier mais les travailleurs poursuivent la lutte.

Le P.C.R. (m-l) soutient activement la grève. La première tâche est de briser l'isolement des grévistes de Pressiat.

Corr. Grenoble, le 21 juin

A PROPOS DE LA BOMBE ATOMIQUE FRANÇAISE

La France procède actuellement à une campagne d'essais nucléaires atmosphériques au-dessus de l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique, dans le but de mettre au point les divers types de bombes H qui équiperont à partir de 1976 l'armée française. La présente campagne d'essais devrait être la dernière à se dérouler dans l'atmosphère, les prochains essais devant être souterrains.

UNE ARME AU SERVICE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS.

Depuis le 13 février 1960 date de la première explosion atomique française à Reggane en Algérie, la France a procédé à 52 expériences, alors que les USA en ont effectué 580 et l'URSS 270. Ces essais ont permis la mise au point des bombes A (à uranium) qui équipent les différentes armes nucléaires, puis d'expérimenter la bombe H (à hydrogène lourd) d'une puissance et d'une efficacité supérieures. Il y a tout juste 20 ans que l'impérialisme français a commencé les études pour se doter d'une force de frappe nucléaire, à l'époque où il rejetait le projet de C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) d'armée européenne sous l'égide U.S. Les recherches débutèrent alors que la France était encore dans l'OTAN, et étaient destinées à renforcer le potentiel nucléaire du camp occidental contre le camp socialiste. Après le retrait des Français de l'OTAN, la force de frappe fut destinée à appuyer les projets gaullistes de « grandeur nationale ». La possession de l'armement nucléaire était un moyen pour l'impérialisme français de s'arracher à la tutelle des USA, tout en se préservant d'une agression de l'URSS qui avait dégénéré en puissance social-impérialiste. L'arsenal nucléaire de la France est certes limité, mais il n'en est pas moins relativement redoutable, surtout pour le social-impérialisme qui n'est pas à l'abri des bombes françaises. Il permet à l'impérialisme français de n'être plus totalement dépendant de l'armement U.S. pour sa propre défense. Comme les autres armes, l'arme atomique est au service de la politique impérialiste de la France pour préserver ses intérêts et ses marchés dans le monde contre la concurrence des autres impérialismes. Elle permet à la France de renforcer son rôle en Europe face à l'Allemagne qui n'a pas d'armement nucléaire. Les armes atomiques tactiques, de plus faible puissance et d'un maniement plus souple peuvent également servir contre les luttes populaires dans les pays dominés par l'impérialisme et même pour réprimer une insurrection armée dans notre pays.

Ceci dit, l'aspect principal de la bombe atomique française dans une situation mondiale caractérisée par l'hégémonie des deux super-puissances, c'est qu'elle est une arme de dissuasion contre d'éventuelles attaques de leur part et surtout du social-impérialisme. Le social-impérialisme et l'impérialisme U.S. utilisent le chantage à la guerre nucléaire et tentent d'imposer leur loi au monde entier qu'ils se sont partagé en zones d'influence. L'opposition des deux super-puissances à la politique nucléaire de la France, que reflètent les positions des différents partis politiques français opposés à la bombe est une preuve supplémentaire de l'atteinte qu'elle porte à leur domination totale.

L'OPPOSITION A LA BOMBE ATOMIQUE FRANÇAISE.

Les essais nucléaires français ont déclenché une véhémente campagne de protestations émanant de différents milieux, et reprenant différents arguments :

- L'armement nucléaire français est inutile parce que la France est sous la protection du « parapluie nucléaire » U.S., du fait de sa faiblesse il n'ajouterait rien à cette protection, et devrait purement et simplement s'intégrer aux forces de l'OTAN. Cette argumentation n'exprime en fait que la soumission à l'impérialisme U.S.

- La bombe française est inutile parce que du fait de la détente soviéto U.S. il n'y a plus de danger de guerre, de plus elle compromet la paix. Cet argument répand l'illusion du caractère pacifique de l'entente entre les deux super-puissances, alors que l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme continuent plus que jamais à renforcer leur potentiel nucléaire et à se préparer à une guerre directe ou par pays interposés pour élargir leurs zones d'influence : agression U.S. au Vietnam, invasion de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme. Un tel argument masque l'acceptation du statu quo actuel : l'hégémonie des deux super-puissances.

- La bombe atomique coûte cher aux travailleurs, par le biais de l'impôt, les sommes dépensées à cet effet seraient mieux employées à financer des équipements sociaux. Bien sûr, la force nucléaire coûte cher aux travailleurs, mais en système capitalisme, c'est la bourgeoisie qui a la main sur le budget d'Etat et qui l'utilise au mieux de ses intérêts, les travailleurs peuvent engager des luttes pour que les fonds publics soient affectés, à la satisfaction de leurs besoins, mais tant que le système capitaliste subsistera, ils ne pourront décider de l'emploi des fonds publics.

- L'arme atomique est un instrument de guerre, provoquant des destructions effroyables en vies humaines et en matériel, il faut détruire toutes les armes atomiques existant et cesser d'en créer de nouvelles. Ce point de vue ne tient pas compte des véritables causes des guerres : l'existence de pays impérialistes qui cherchent à dominer les peuples du monde. La seule façon d'éliminer la guerre c'est de mettre fin à l'impérialisme par la révolution.

Tous ces arguments sont repris à des degrés divers par plusieurs personnalités ou organisations politiques, des « centristes » au P«C»F. Les « centristes », soit condamnent totalement l'armement nucléaire de la France (J.J.S.S.), soit préconisent l'intégration de la force de frappe française dans une armée européenne sous l'égide des U.S.A. Dans tous les cas, ils sont partisans de l'alliance atlantique et de la domination U.S. sur l'Europe occidentale. Le P.S. et le P«C»F sont pour le maintien du statu quo et s'inclinent devant l'hégémonie des deux super-puissances, en particulier le P«C»F qui tente de masquer le caractère agressif du social-impérialisme.

Quant aux pacifistes sincères ils ne saisissent qu'un aspect du problème : l'horreur de la guerre impérialiste sans voir qui menace la paix, et comment mettre en échec les auteurs de guerre.

LA POSITION DES REVOLUTIONNAIRES.
Ce ne peut être le point de vue des révolutionnaires qui déterminent leur attitude en fonction de leur tâche centrale : la révolution socialiste, qu'ils envisagent en fonction de l'ensemble des contradictions mondiales. En ce qui concerne la bombe atomique ils s'opposent à son emploi éventuel contre les luttes de libération des peuples dominés ou contre la révolution socialiste en France. Ils condamnent le fait que les expériences atomiques se déroulent dans le Pacifique, au mépris total des peuples des îles de Polynésie et des pays riverains. Mais ils ne s'opposent pas à la bombe atomique française, dans la mesure où c'est une arme de dissuasion contre les deux super-puissances et où elle constitue un instrument d'indépendance. Les révolutionnaires français ont tout intérêt à ce que l'impérialisme français soit indépendant, qu'il n'y ait pas de troupe d'occupation en France, car ce serait un ennemi supplémentaire à vaincre.

Instrument d'indépendance aujourd'hui, à condition qu'elle ne soit pas intégrée à l'OTAN, et nous nous y opposerons, la force nucléaire française sera dans la France socialiste de demain un puissant instrument aux mains des révolutionnaires pour défendre le socialisme.

Serge LIVET

L'ARSENAL NUCLEAIRE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Un des arguments des adversaires de la bombe atomique française est qu'elle serait dérisoire par rapport à l'arsenal des deux super-puissances, incapable même de les frapper. Il serait bien étonnant que l'impérialisme français base toute sa défense sur une arme inefficace. En fait si l'arsenal nucléaire de la France est faible en comparaison de ceux des U.S.A. et du social-impérialisme, il n'en est pas moins redoutable et peut porter des coups au social-impérialisme.

La force nucléaire française comporte essentiellement :

- 27 missiles stratégiques enfouis dans le plateau d'Albion, équipés d'ogives nucléaires d'une puissance de 150 kilotonnes (7 fois la bombe d'Hiroshima).
- 3 sous-marins à propulsion nucléaire, lanceurs d'engins, il y en aura 5 en 1980 et un sixième après. Ces sous-marins sont dotés de 16 missiles stratégiques et possèdent une autonomie de très longue durée.

- 9 escadrons de 4 Mirage IV dispersés dans 9 bases différentes, et porteurs de bombes atomiques de 100 kilotonnes.

Outre cet armement nucléaire stratégique l'armée est équipée d'un armement tactique de puissance moindre mais d'une plus grande maniabilité.

- avions Jaguar et Mirage III E, engins Pluton montés sur châssis de chars AMX 30, tous munis de bombes de 15 kilotonnes, environ 150 bombes sont disponibles.

A partir de 1976 l'ensemble de ces armes sera équipée de bombes thermo-nucléaires. Les essais actuels ont notamment pour tâche de rendre les charges thermo-nucléaires résistantes aux effets des anti-missiles. Des recherches sont également entreprises pour construire des missiles à têtes multiples.

Actuellement la France dépend des USA en ce qui concerne la surveillance militaire des agresseurs éventuels qui se fait par satellite. Il est prévu qu'elle se dote de ses propres satellites d'observation à partir de 1980.

Mais d'ores et déjà par sa diversification et par sa puissance d'ensemble la force nucléaire française est une arme redoutable, ce qui explique les inquiétudes des deux super-puissances.

LA BOMBE ATOMIQUE CHINOISE, UNE ARME AU SERVICE DES PEUPLES

La 16e bombe atomique chinoise vient d'éclater, dans le Sinkiang, en territoire chinois.

C'est un nouvel échec pour les deux super-puissances qui voulaient se réserver le monopole des armes atomiques. En demandant à tous les pays de signer l'accord de Moscou sur la non-prolifération des armes atomiques, alors qu'eux-mêmes en ont d'importantes réserves, les deux super-grands, URSS et USA, veulent se donner un atout de plus dans leur plan de domination du monde, une arme de chantage, de pression et éventuellement d'agression. En faisant éclater sa 16e bombe, la Chine Rouge brise, une fois de plus, ce monopole. « Pour les peuples en lutte, disait l'an dernier le délégué chinois à l'ONU, à l'heure actuelle, la question d'une importance primordiale n'est assurément pas le désarmement, mais la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté du pays... Sans établir la distinction entre ceux qui menacent et ceux qui sont menacés, on demande à tous les pays de prendre des mesures de désarmement ; cette thèse ne saurait qu'engager le désarmement dans une fausse voie et ne profite qu'aux impérialistes ».

Récemment, une nouvelle preuve de l'hypocrisie « pacifiste » des super-puissances vient d'être fournie : l'Union Soviétique, qui s'était entendue avec les Etats-Unis pour interdire aux autres pays les essais dans l'atmosphère, quand les deux compères avaient mis au point la technique des essais souterrains, vient de prétendre interdire à leur tour les essais souterrains : c'est que son arsenal est suffisamment au point, et qu'elle n'a plus besoin de faire des expériences !

La bombe de la Chine socialiste, elle, est une arme au service des peuples en lutte, une arme pour la paix. La Chine est en effet la seule grande puissance mondiale à ne pas avoir un seul soldat hors de ses frontières. Elle est la seule puissance atomique à s'être engagée devant l'opinion mondiale à ce qu'« en aucun moment et en aucune circonstance, elle ne sera la première à utiliser de telles armes ». La Chine veut la paix parce que la Chine est socialiste : la paix et le bonheur des peuples, c'est l'objectif du socialisme. Voilà pourquoi on peut être sûr que cette bombe chinoise ne sera jamais utilisée pour opprimer les peuples du monde ; au contraire, le renforcement de la puissance atomique chinoise est, pour tous les peuples du monde, une garantie de plus contre les desseins dominateurs des super-puissances impérialistes.

USINOR: LA LUTTE POUR LA SECURITE

après le 73ème mort à usinor NOUVELLE PROVOCATION DE LA DIRECTION POUR FAIRE REPREDRE LE TRAVAIL SANS SECURITE

5 jours après la mort de M. Sebbane, victime d'une chute lors des travaux sur le HF1, mort que Callewaut, directeur de l'usine a salué en disant qu'il n'avait pas à faire le singe sur le HF 1; la direction a vu toutes ses manœuvres de la semaine échouer: promesse de 1.100 F pour les lock-outés non indexés sur la production... pressions de Butrville, chef de service HF sur les Hauts-Fourneaux de sécurité... Si bien que lundi, malgré les propositions de vote à bulletin secret de la CGT et de FO, la direction est revenue sur ses propositions antérieures, mettant la reprise du travail comme préalable à toute négociation, escomptant mettre les ouvriers à genoux: la direction connaît le nombre d'ouvriers tenus par le crédit à Usinor et sait qu'aucune collecte de soutien n'a encore été organisée, sous prétexte pour des dirigeants CGT «de ne pas s'installer dans la grève».

Malgré cela, Dimanche, à Grande Synthe, bien que cela commence à tirer, la plupart des fondeurs et des lock-outés étaient pour continuer, pour exiger la sécurité et le paiement des heures de lock-out, afin de ne pas se retrouver comme après la grève du mouvement en 1971, contraints de reprendre avec presque rien... «pas de sous, pas de reprise», nous a dit une femme de lock-outé.

LE MEETING DU LUNDI 24

Les syndicats ont réuni les fondeurs, de nombreux lock-outés étaient aussi venus aux nouvelles...

● La CGT a pris la première parole. Les révisionnistes qui contrôlent le syndicat n'ignorent pas que leur proposition de «prime de pénibilité» pour négocier la sécurité, est rejetée sur les grévistes, y compris par la large masse des syndiqués CGT; aussi cette revendication de 400 F n'apparaît plus.

Le délégué révisionniste qui est intervenu a surtout insisté pour ne pas en rester à ce qu'il appelle les aspects techniques de la lutte, c'est-à-dire, précisément la question de la machine qui assurerait le travail qui a tué J.C. Delalleau. Cette machine existe en URSS, à Kriovif-Rog, les plans ont été publiés dans la revue «Metallurgiskaya i gornordnjanaia Promislenost» de sept./oct. 1964, p. 13-14, traduit par le CDS sur le No 6826. Ils obéissent à cette revendication sur la machine, l'amélioration des conditions de travail, la 5e équipe et la retraite à 55 ans.

Le jeu que jouent les révisionnistes dans la CGT est pourtant clair. Vendredi 21, lors des négociations, à une accusation du chef du personnel qui disait à Lalouette et Hocquet, délégués CGT, membres du P.C.F qu'ils étaient incapables de maîtriser leurs troupes bien que majoritaires au HF 1, ces derniers ont répondu «Mais vous savez bien que le conflit actuel, nous ne l'avons pas voulu, que ce fut voulu par les travailleurs des hauts-fourneaux et que nous, la CGT, nous sommes neutres».

L'intervention du représentant CGT était aussi faussement mobilisatrice, soulignant la «difficulté de la lutte», alors qu'à Usinor, il n'y a plus de stocks, les commandes et la concurrence demeurent, et que cette année, Usinor, avec ses marchés d'acier d'acier pour plate-formes pétrolières est plus vulnérable que jamais, même s'il recourt au lock-out, d'autant que les revendications de sécurité sont communes à toute l'usine de Dunkerque et à tout Usinor.

Intervention démagogique et démobilisatrice aussi, car les seules perspectives proposées, sont celles de faire encore et encore intervenir les élus pour forcer Usinor à négocier... D'ailleurs, les révisionnistes, s'ils ne se sont pas beaucoup dépensés sur le terrain de l'usine ont fait beaucoup de démarches dans les ministères... Sur la question cruciale du moment, qui est le soutien financier, alors que les traites commencent à arriver, le mot d'ordre c'est «Usinor doit payer» lancé par Cadoddu de la CGT; ce n'est qu'un moyen de ne pas organiser les collectes financières... nécessaires pour que le mouvement tienne.

● FO, le fidèle allié depuis le début est intervenu en pestant contre tous ceux qui n'assistaient pas au meeting... et en rabachant que la machine n'existait pas...

● Enfin, la CFDT qui a mobilisé le reste de ses sections du trust, et avait fait descendre les représentants de Longwy, Creil, Louvroil, Trith, Denain, Valenciennes... a appelé à poursuivre la lutte pour la machine, la 5e équipe, la retraite à 55 ans et les reclassements et s'est déclarée prête à amorcer les collectes...

Dans le débat qui a suivi, Lamirand, ancien secrétaire de la CGT Usinor, promu à la fédération des métaux est intervenu pour dire qu'il était facile de commencer une lutte mais difficile de la finir «et que cette fois ça ne se passera pas comme en 1971» (où les syndicats s'étaient faits siffler en appelant à la reprise et où la CGT avait perdu 700 cartes...)

Le meeting laisse tout de même les ouvriers sur leur faim, aucun syndicat ne fait de proposition de mobilisation aux 500 ouvriers présents... si ce n'est de venir assister aux prochains meetings.

COMMENT ELARGIR LA LUTTE

La direction veut étrangler la lutte, par cette politique de fermeté en espérant que les fondeurs vont se diviser et les lock-outés accroître leur pression sur les fondeurs.

1) Face à cette situation: il faut révéler la fausse position de force de la direction tenue par des commandes et se préparer au contraire à augmenter ses pertes de production en appelant les secteurs en activité à l'arrêt de production, en empêchant tout travail.

2) Elargir les revendications de sécurité des autres secteurs afin que les lock-outés se battent non seulement pour le paiement du lock-out mais aussi pour la sécurité dans leurs secteurs.

3) Tenir compte des particularités de la lutte, en particulier du problème des traites et du soutien financier, imposer les collectes aux syndicats, trouver des formes de lutte pour imposer les reports d'échéance des traites et des loyers, faire débloquent l'argent aux mairies... Le problème de l'information de ceux qui font des «corvées» ou sont à 80 km de là... et ne peuvent dépenser 30 F d'essence pour une demi-heure de meeting où il répète toujours la même chose... assurer l'information directe et le débat avec les ouvriers. C'est ce que nos camarades du PCR impulsent dans les syndicats où ils sont, et mettent en pratique à Grande Synthe, dans les blocs, avec un haut parleur pour populariser nos positions et engager le débat avec les travailleurs qui descendent discuter avec nous.

La lutte continue, les syndicalistes de l'OSR, en particulier du secteur sidérurgie doivent populariser et soutenir la lutte exemplaire des grévistes d'Usinor pour la sécurité.

Yvon Chevet lundi 24 - 16 heures.

LE TRUST USINOR

«Conjoncture excellente et perspectives encourageantes» telles étaient les conclusions de la dernière assemblée générale des actionnaires du groupe Denain-Nord-Est-Longwy à qui appartient USINOR, avec les 107.317.114 F de bénéfices déclarés pour 1973. Le groupe se porte donc bien... USINOR produit 10.000.000 t. d'acier par an et espère passer à 12.000.000 t. en 1975, il emploie 15.000 personnes.

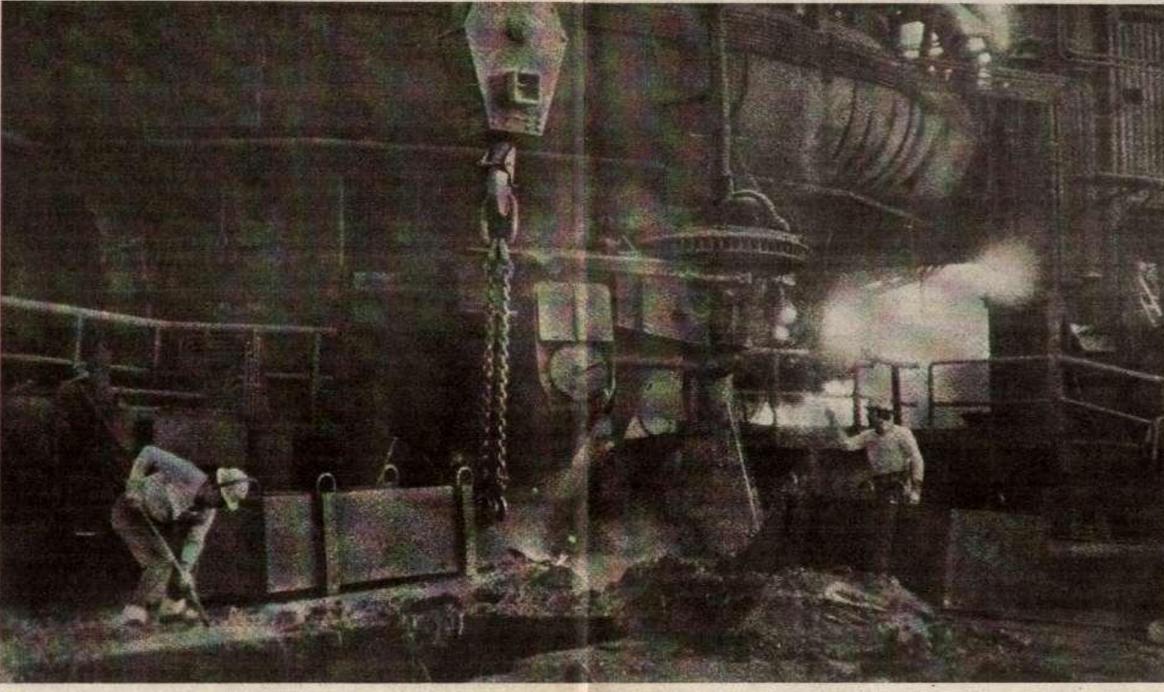
USINOR-Dunkerque doit produire 6.000.000 t. en 1974 et 8.000.000 t. en 1975, avec 10.300 personnes. USINOR s'est taillé une belle place sur le marché: il a détrôné son concurrent De Wendel à la première place de la sidérurgie française pour plusieurs raisons.

1) Il a su prendre le virage de la «sidérurgie sur l'eau» le premier en Europe avec l'usine de Dunkerque en 1961. Le premier, il a vu les bénéfices à tirer de la surexploitation du peuple mauritanien dont il contrôle les mines de fer par la MIFERMA... exploitation à ciel ouvert; haute teneur 60%; transport par mer bon marché; grosses possibilités de surexploitation grâce au fantoche Mokhtar Ould Daddah (45 morts en 1968 lors de la répression de la grève des mineurs de Douaïte) autant d'avantages sur son concurrent De Wendel et les mines de Lorraine, dont il tirait, il y a quelques années encore, l'essentiel de son minerai: moins bonne teneur 30%; exploitation par mine; transport ferroviaire plus cher, exploitation moins facile...

Voilà une des raisons de la prospérité d'Usinor.

2) Usinor a investi grâce à l'argent des contribuables et en a ramassé les bénéfices. Se lançant dans les produits plats où la demande est forcée; Usinor a modernisé continuellement, surtout à Dunkerque (HF 1, HF 2, HF 3 puis HF 4) - Acierie No 1 puis No 2, puis coulée continue... scarfing... automatisation. Mais, en même temps qu'on automatisait, à l'occasion de la mise en route des nouveaux appareils, on réduisait les équipes et on augmentait la charge de travail moyennant une demi-classe (20 centimes d'augmentation) ainsi au HF 3: (2 trous de coulée et 8 ouvriers: 2x4) au HF 4: (4 trous de coulée) l'effectif baissait: 15 au lieu de 16, alors que les rigoles sont beaucoup plus longues, le nombre de boîtes et de tuyères beaucoup plus grand.

Exploitation du tiers-Monde. Exploitation des ouvriers de métropole, voilà les deux piliers de la prospérité d'Usinor, qui lui permet de produire la tonne d'acier en 8h30, alors que pour De Wendel, c'est encore à 13h... Cette exploitation forcée qui a été payée par 73 morts en 12 ans pour Dunkerque, y suscite à peu près une grève tous les ans et permet aujourd'hui à Usinor d'exporter ses capitaux pour acheter une mine de charbon aux USA, et d'avoir une participation à FOS plus importante que son apport ne pouvait le lui permettre. Cela lui permet d'être compétitif face aux autres trusts internationaux.



INTERVIEW D'UN 4ème FONDEUR AU HF 4

Samedi soir, à la permanence syndicale CFDT, des syndiqués entrent et sortent, de temps à autres des coups de téléphone en provenance des Hauts-Fourneaux où des fondeurs sont en équipe de sécurité; dehors, les gardes à leur barrière contrôlent les entrées et les sorties.

Le débat s'engage:

F.R.: Peux-tu expliquer le métier de fondeur et ses dangers?

D'abord, on aide à changer les tuyères, c'est là où il y a le plus de danger et l'accident du camarade l'a bien montré... En supplément pour le 4e fondeur, là où il y a le plus de danger, c'est pour la granulation, notre boulot est de surveiller pour que la fonte n'aille pas dans la granulation parce que sinon ça fait une explosion, ça fait sauter la porte qui voltige et ça peut blesser quelqu'un... C'est déjà arrivé plusieurs fois.

Il y a un danger aussi grand quand on perce un cran pour la granulation. A ce moment là, il y a des projections de laitier et c'est comme cela que le bonhomme arrive à être brûlé; moi, j'ai été brûlé au pied... Pas le temps d'enlever la bottine, ma chaussette était déjà en feu...

F.R.: A part les risques d'accident y a-t-il des risques de maladie?

Oui, il y a le souffre; quand on coule, il faut nettoyer un peu les rigoles, défaire les croûtes, alors on respire plein de souffre. Quand on a fini, on n'arrête plus de tousser, on a pris une «touffée»... d'ailleurs, il y a des chefs fondeurs qui disent qu'il ne faut pas aller près du ventilateur car tu risques d'y rester dedans. Les gens s'y abiment les poumons.

Celui qui fait le 3e, il respire aussi beaucoup de choses, des poussières, les paillettes de fonte, ils en prennent des sacrés coups.

Moi, quand je fais un grand effort, c'est fini, je suis à bout de souffle... Il y a 3 nuits, je dormais chez moi, je m'étouffais: il a fallu

que j'ouvre la fenêtre... depuis 3 jours j'arrivais pas à respirer.

F.R.: Et la chaleur?

C'est trop fort, on ne peut pas approcher, on a la figure toute brûlée, toute rouge...

F.R. Vous buvez beaucoup d'eau?

Les bouteilles y vont, mais plus on boit, plus on sue...

F.R.: Cela a-t-il des conséquences sur la fatigue?

Sur le travail, il y a beaucoup de fatigue, on ne se repose pas assez, et puis il y a les postes et en supplément, quand on est chez soi, on aspire à être dans une pièce bien tranquille pour profiter de trois jours de repos pour bien dormir, mais dans les logements, la route est à côté et il y a les voisins; il est impossible de dormir, on est à moitié abrutis...

A Berck, il y a un sana où travaille la fille d'un employé du slabbing, actuellement, il y a 28 gars des Hauts-Fourneaux d'Usinor qui y sont soignés pour maladie pulmonaire... Il y a aussi les ulcères à l'estomac, les dépressions nerveuses...

F.R.: Alors il doit y avoir beaucoup d'absences?

Non, car quand les gars sont malades, ils évitent d'arrêter parce que par exemple, un 2e fondeur, s'il est malade 15 jours, sa place est prise. Quand il retourne au travail, il est nommé 4e fondeur... Un gars qui a une place potable, s'il y a un accident de travail, il est obligé d'arrêter, il est déclassé à 10; s'il est à la classe 14, ça lui fait une baisse de salaire de 300 F à 400 F par mois. Les gars qui sont chargés de famille, à moitié crevés, ils travaillent pour éviter le déclassement, alors quand ils s'arrêtent, c'est qu'ils sont vraiment crevés... C'est dégueulasse... pour dire tout ce qu'il y aurait à dire, faudrait 10 magnétophones. Ce sont des maladies contractées au travail, par le travail. C'est pas reconnu comme maladie... il n'y a pas qu'au HF, à l'aciérie c'est pareil.

COLERE CONTRE LES LOUEURS D'HOMMES

Accompagnés des militants du CACF qui ont mené la lutte des travailleurs immigrés contre la municipalité, nous arrivons au bidonville de l'ONCOR. Là, le dimanche après-midi, les travailleurs sont assis par petits groupes, près de leurs baraquas et aussitôt la discussion s'engage.

La haine est grande contre les «marchands d'hommes» qui ont nom «BIS», «SET», «SOLOR», «LOCAMET»... et qui viennent, jusqu'au bidonville, embaucher directement les travailleurs pour deux ou trois semaines au maximum à des salaires de misère. C'est ainsi qu'Usinor ou les Chantiers de France louent ces travailleurs aux agences intérimaires. A eux les boulots les plus salissants et les plus dangereux.

«A Usinor, la semaine dernière, j'ai pris un crochet dans le crâne, et Kader de montrer sa cicatrice, me voilà en arrêt maladie depuis 8 jours. Qui est-ce qui va nourrir la famille? Sûrement pas la Sécurité Sociale, eux, ils encaissent, mais pour déboursier, ils sont jamais là...»

«Chez Somifer, je gagne 6,50 F de l'heure avec juste 12 F de panier, alors que je

travaille à 20 mètres de hauteur, dans la crasse, à nettoyer les chemins de roulement à Usinor... et les ponts ne sont même pas arrêtés, c'est un gars qui sonne un coup de trompette chaque fois que le pont bouge...» Voilà quel type de travail Somifer propose aux immigrés, à moins que ce ne soit la peinture navale: «Si ce n'est pas un marchand d'homme, c'est tout comme. Il n'y a qu'à voir la guerre tous les matins à l'embauche, et un mot plus haut que l'autre, c'est le licenciement... T'es envoyé dans les ballasts des bateaux au chantier naval, nettoyer ou peindre avec des produits plus ou moins nocifs, ou à Usinor pour nettoyer les Hauts-Fourneaux, et là, dans les coins, stagnent des poches de gaz, et sans arrêt le chef raciste est derrière ton dos».

Voilà le sort des travailleurs qui sont embauchés par les «boîtes d'intérimaires» et les sous-traitants, et qui chaque jour, vont par centaines, travailler à Usinor. C'est pourquoi en discutant avec les travailleurs victimes des négriers modernes, nous partageons leur volonté d'en finir avec ces marchands d'hommes, et la nécessité de lutter pour la suppression du travail intérimaire et pour l'embauche définitive.

A USINOR L'EXPLOITATION CONTINUE HORS DE L'USINE

la vie dans la cité de Grande-Synthe

Grande Synthe vit au rythme du feu continu, même s'il s'agit d'un lieu commun, il exprime bien ici ce qu'est la cité d'ortoir d'Usinor. Plus de 12.000 personnes y sont entassées dans des blocs où le moindre appartement revient à près de 400 F par mois sans compter le gaz, l'électricité... et où dans chaque foyer la fin du mois est attendue avec angoisse. «Comme fondeur, classe 13 A, je touche 1.800 F, avec ça je dois nourrir les trois gosses et ma femme, j'arrive vite à 1.000 F... surtout que quand tu travailles au Haut-Fourneau, t'es toujours en train de manger pour tenir le coup». La nourriture, le sommeil, les distractions, la santé... tout est réglementé par USINOR. A Grande Synthe avec les 4x8, la vie est rythmée et marche à l'horloge USINOR. Seule la ronde des cars et des voitures au changement de poste crée quelques mouvements. Il n'y a plus de Noël que de dimanches, toute vie familiale est brisée. Voilà les nouvelles formes d'oppression de la classe ouvrière, voilà ce dont témoignent ici, les habitants de Grande Synthe: «Quand je finis le poste de nuit, j'essaie de dormir, alors comme je n'y arrive pas, je bricole... comment veux-tu dormir alors qu'il fait jour, alors que les gosses s'amusent... Le pire, c'est le matin, quand les commerçants passent et klaxonnent, des fois, il y a des choses qui volent des fenêtres». Et ce ne sont pas les vacances qui permettent de changer d'air et de récupérer: «Les années passées, on voyait les gens s'activer près de leur voiture, laver les caravanes, faire aérer les tentes. Cette année, j'en connais pas dans la rue qui pourra partir... avec quoi pour payer l'essence pour le voyage? Pour cette femme d'ouvrier, mère de 5 enfants, rien, aucune distraction sur place et de toute façon, les crèches sont quasi-inexistantes, alors comme il

n'est pas question de prendre le bus et d'aller à Dunkerque, ce qui reviendrait à 30 F, reste la télé, car avec les voisins, c'est difficile de se lier d'amitié «bonjour, bonsoir», c'est tout. Car à Usinor, chaque année, 12% des ouvriers quittent l'usine, c'est dire si la rotation est grande et à Grande Synthe, on n'a pas le temps de connaître les voisins. Si on tombe malade, on réalise alors qu'il n'y a qu'un docteur de permanence pour les 12.000 habitants, et pourtant, dans la cité, il en faudrait, ce ne sont pas les malades qui manquent, tous vivent en état de nervosité extrême. «Même quand il y a une fête, tout le monde est prostré, figé, on a perdu le rythme de l'amusement».

S'amuser, c'est pour les enfants direz-vous, oui, mais où?

«Où j'habite, il y a 750 gosses dans le bloc, pour jouer, ils ont 350 m2 o.i., 20 m sur 20 m, alors ils jouent dans les couloirs. Usinor en fait autant pour les gosses que pour la sécurité!».

Alors, pour sortir de ce dortoir géant, certains s'endettent, se privent sur tout pour arriver à partir, avoir un logement ailleurs. Mais vite les problèmes reviennent, témoin ce couple, fraîchement installé rencontré dans un lotissement près de Bergues et qui retrouve, le silence mis à part, les mêmes problèmes, plus le loyer deux fois plus cher et la femme qui émeurt d'ennui. C'est pourquoi, partir n'est pas la solution, et nombre de travailleurs rencontrés accueillent avec enthousiasme les mots d'ordre de «5e équipe sans diminution de salaire», ce qui donnerait, entre autres avantages, deux dimanches et demi par mois. La lutte contre l'exploitation capitaliste ne se cantonne pas à l'usine, elle englobe tous les domaines de la vie.

des mines à usinor, un transport interminable

Jean-Claude DELALLEAU, 27 ans, 2 enfants, tué au HF No 4, dans la nuit du samedi au dimanche de la Pentecôte, habitait ANNEZIN à 2 km de BETHUNE, il était allé travailler à USINOR pour le salaire.

Avant USINOR, il gagnait à peine 100.000 anciens francs par mois dans une station service des environs de Béthune. 100.000 anciens francs par mois, un loyer de 300 F, deux enfants: «on va gagner plus, on va être heureux»;

comme beaucoup de jeunes de la région touchés par le chômage dû à la fermeture des mines (elle commence par l'ouest du bassin), Jean-Claude va travailler à Usinor: 1.800 F à 2.000 F par mois, pour 41 heures de travail en postes, 140 km et 4 heures de transport par jour, la fatigue du travail, du trajet, le danger de mort à l'usine, la vie familiale impossible, le risque d'accident dans le trajet dû à la fatigue: il y a trois mois, Jean-Claude avait eu un accident de voiture sur le trajet Annezin-Béthune: hospitalisation et arrêt de travail de deux mois.

D'Annezin comme de toutes les communes de la région, le chemin pour Usinor-Dunkerque passe par Béthune. A Béthune, il y a l'autorail spécial d'Usinor qui part pour Dunkerque: à 3h22 pour le poste du matin (embauche à 5 h); retour 14 h30; à 11h32 pour celui de l'après-midi (13 h); retour 22h30; à 19h32 pour celui de la nuit (21 h); retour 6h29 le lendemain matin. Plus de 140 km par jour, 4 heures de transport, car il faut arriver à la gare de Béthune, et beaucoup habitent dans les

communes des environs, à 2, 5, 8 km de Béthune. Il faut arriver à la gare par ses propres moyens, sauf entre BRUAY et BETHUNE où il y a un autocar lui aussi «spécial» qui démarre le matin de Bruay à 3 heures moins 2 mn: 13 h ou plus de transport et de travail par jour!

J'ai rencontré des jeunes de NOEUX-les-MINES (5 km de Béthune): «Moi? Non, pas Usinor, le salaire est bon, mais le trajet est à faire, les conditions de travail, les risques d'accident, on ne veut pas aller travailler là-bas». Dominique: 20 ans, mécanicien à Usinor, depuis un mois, licencié il y a trois mois, avec 140 ouvriers de SICOPAL (usine de plastique à Noeux et Bully) «Je suis allé à Usinor pour le salaire. Au début, je faisais le voyage tous les jours par le train spécial. Mais c'était trop long, trop fatigant. Quand tu es de nuit, tu pars à 19 h de chez toi et tu rentres le lendemain à 7 h du matin minimum. Tu te couches, tu ne vois pas le jour. Si tu ne fais pas les postes, tu perds 400 F de primes de nuit, de poste, de panier... par mois. Tu est libre de choisir» comme ils disent à l'embauche! En fait, il n'y a que les bureaux qui font la journée continue, de 7 h à 15 h30.

Maintenant, je loge la semaine dans un foyer de célibataires d'Usinor à Dunkerque. Il y a là des jeunes qui viennent de toute la région: Boulogne, St-Omer, Arras, St-Amant, Valenciennes. La chambre coûte 210 F par mois, plus les repas...»

les achats à crédit de plus en plus importants

Si, aujourd'hui, Usinor se montre si intransigent, c'est qu'il sait que chaque jour qui passe, c'est une paye en moins, c'est un cran de serré à la ceinture et surtout la menace de saisie, la menace de poursuite en justice pour tous ceux qui ont des traites à payer. Car, avec les salaires de misère que verse Usinor, le seul moyen de se payer des meubles, une voiture ou un frigo, c'est le crédit: «Moi, j'ai 220 F à payer chaque mois pour ma voiture et bien sur, grève ou pas grève, le prélèvement est automatique, la banque ne fait pas de cadeaux aux ouvriers... Et ça, Usinor le sait bien, sûrement qu'il s'en rend compte que tu dois à crédit, combien tu payes de logement...» Aussi, les saisisés se font de plus en plus fréquentes: «En réunion de délégués du personnel, on a fait le compte, de janvier à mars, il y a eu plus de 400 saisisés-arrests sur salaire à Usinor. Réalisant combien le crédit était une arme pour tenir les travailleurs, Usinor pousse depuis des années à l'accès à la propriété». Avec 600 F d'apport seulement on devient enfin propriétaire... d'un pavillon: Oh! Ça paraît mirobolant au début, tu as quitté Grande Synthe, tu es à la campagne, mais quand tu dois déboursier 800 F chaque mois avec les charges, alors là, tu déchantes... et puis quand tu fais le calcul, tu réalises que la baraque qui vaut 14 millions, c'est 23 millions que tu la payes avec les intérêts. Et quand on sait qu'en France un sidérurgiste sur deux n'atteint pas l'âge de la retraite, cela fait peu de travailleurs à profiter de leur maison. Cependant, même le crédit ne permet pas d'acheter le nécessaire: «Je paye 220 F de loyer, plus 110 F de gaz, électricité... 100 F d'assurance-vie - faut bien que ma femme touche quelque chose en cas d'accident - 220 F

de voiture, voilà déjà 650 F de partis; et avec ça t'as rien mangé, les trois gosses, faut pourtant les nourrir, les habiliter... et ici, à Grande Synthe, tout est hors de prix. Alors on fait les «corvées»... Y'en a qui vont au port comme occasionnels, d'autres, maraichers, garagistes ou à l'usine de chicorée. On fait le double poste. Moi, je travaille chez un marchand de charbon. Je finis mon poste à 5 h et à 5 h30 je reprends jusqu'à 14 h. Là où je travaille en extra, il n'y a que des gars d'Usinor, c'est nous qui faisons tourner la boîte. Comment vivre à Grande Synthe avec moins de 2.000 F par mois, car avec les feux continus, pas moyen que la femme travaille et même si elle pouvait faire garder ses enfants, il n'y a aucun emploi féminin dans la région, alors, c'est au prix d'un sur-travail éhonté que les travailleurs essaient de boucler leur mois.

C'est pourquoi, aujourd'hui, le soutien financier, aux grévistes comme aux lock-outés, est la condition indispensable pour vaincre ces obstacles nouveaux à la lutte, qu'il s'agisse de crédit ou de loyer à payer, ou encore des vacances qui risquent fort d'être compromises, même si à Dunkerque, rares sont les travailleurs qui partent... Tenir compte des conditions spécifiques de la lutte, c'est aussi mobiliser les travailleurs pour exiger le report des échéances des traites et des loyers, c'est prendre en considération la dispersion géographique et ne pas obliger les travailleurs à dépenser 30 F d'essence pour venir aux meetings, alors que, avancé de quelques heures, tout le monde peut utiliser le bus. Et c'est organiser un large soutien financier.

LOT-ET-GARONNE : lutte des éleveurs endettés par le trust agro-alimentaire "Sanders"

A mesure que s'opère la concentration des entreprises industrielles et commerciales, celles-ci essayent de se soumettre petit à petit des secteurs dont elles ont besoin pour garantir leurs débouchés.

Les firmes agro-alimentaires comme Sanders, exercent ainsi un contrôle de plus en plus étroit sur la production agricole. Une des formes de ce processus de domination de l'agriculture est constituée par l'intégration.

Comment cela se passe-t-il ? Une firme (Sanders) envoie un démarcheur chez un paysan et lui propose un contrat d'intégration pour des veaux par exemple. La firme consent à l'éleveur une avance de fonds avec laquelle celui-ci devra acheter : les petits veaux, soit à la firme, soit à un intermédiaire agréé ; la poudre de lait pour les nourrir, obligatoirement à la firme. L'éleveur en plus, prend pour lui, les frais vétérinaires, assurances, etc... En fin d'élevage, les animaux sont vendus soit à la firme, soit à l'éleveur sous contrôle de la firme.

Le coût des jeunes veaux, du lait en poudre et autres frais, représente les dépenses de l'éleveur, le prix des animaux vendus constitue les recettes. A la fin de l'opération, l'éleveur doit rembourser l'avance de fonds de la firme. Si la différence entre dépenses et recettes est positive, tant mieux, si elle est négative, l'éleveur, après son travail, doit encore de l'argent à la firme.

● Faisons le bilan de l'opération pour l'éleveur :

Ces contrats font supporter à l'éleveur tous les risques de l'opération. Que les cours de la viande soient bas au moment de la vente, qu'il y ait trop de frais de poudre de lait, ou que des animaux tombent malades, les résultats peuvent être négatifs et l'éleveur devra payer le déficit. Que lui reste-t-il à faire ? Cesser l'élevage et payer en vendant en partie ou en totalité sa ferme, suivant les cas, ou continuer l'élevage pour payer sa dette.

Bien des éleveurs intégrés sont dans ce cas, et les firmes continuent à les endetter tant que la dette ne dépasse pas la valeur de la ferme, tant qu'ils sont solvables.

Ainsi l'éleveur supporte tous les risques et n'a aucune garantie de salaire. Si un bon nombre d'éleveurs passent de tels contrats, c'est qu'ils ne peuvent faire autrement. Ils cherchent à faire un peu d'élevage pour «arrondir les angles», mais ne peuvent acheter eux-mêmes les veaux, étant trop petits.

● Faisons le bilan de l'opération pour la firme :

Ce qui intéresse les firmes dans l'affaire, c'est la possibilité d'avoir des marchés stables pour leurs produits d'élevage. Comme ce sont eux et eux seuls, qui fournissent l'éleveur en lait en poudre par exemple, et qu'en plus, ils établissent le plan technique de l'élevage des veaux, prévoyant la consommation, ils ont plutôt tendances à voir large en matière de fourniture. La seule chose à laquelle la firme doit veiller, c'est que le paysan soit solvable, qu'il ne «doive» pas plus d'argent qu'il ne peut en donner. Jusqu'à ce moment là, ils peuvent toujours l'assigner en justice (procédure d'injonction de payer). L'éleveur assure donc à la firme une garantie de débouchés et de profits, alors que de son côté, il supporte tous les risques de l'affaire. C'est pourquoi les éleveurs intégrés entrent en lutte, ils réclament principalement une garantie de revenus fixes par tête de bétail élevée.

Les contrats d'intégration auxquels les paysans pauvres adhèrent par nécessité, les endettent toujours plus. Certains doivent quitter la terre. Ainsi l'intégration est un des facteurs d'appauvrissement de la paysannerie moyenne et de prolétarianisation de la paysannerie pauvre.

Le P.C.R. (m-l) soutient les luttes des paysans contre les firmes agro-alimentaires de même qu'il soutient la lutte des ouvriers de ces firmes contre leurs patrons (comme les ouvriers licenciés de SANDERS). Plus que jamais, il faut avancer dans l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Déjà des pas ont été faits à l'occasion des ventes de produits agricoles au prix coûtant devant les usines ou dans les quartiers populaires. Ces initiatives ont reçu un bon accueil.

Pour les petits paysans qui s'endettent ou n'arrivent plus à vivre, comme pour la classe ouvrière, il n'y a qu'une seule solution : la révolution socialiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.



Depuis deux ans, des éleveurs du Lot-et-Garonne ayant passé des contrats d'intégration avec la firme Sanders, luttent contre ce trust et ces contrats. Le cas de Mme G... agricultrice, nous montre quelle situation leur a été faite par la firme Sanders. «Notre ferme est en côte, toutes les terres ne sont pas cultivables, il y a toujours des charges supplémentaires, les impôts augmentent, les assurances aussi ; il faut faire face à tout cela. On a plus de frais qu'autrefois, auxquels on ne peut pas se dérober. Si on a fait des veaux, ce n'est pas pour faire du profit, mais pour arrondir les angles. On travaillait avec Sanders depuis plusieurs années et en 72, il y a eu la montée des prix sur les nourrissons (petits veaux). On voyait bien les risques de rentrer des nourrissons si chers. Mais les démarcheurs de Sanders disaient : «Vous pouvez y aller, vous ne risquez rien, la viande est à 15 F le kilo, et quand vous les vendrez elle sera à 20 F. S'il arrive quelque chose, la maison s'arrangera, vous n'aurez rien à payer». En rentrant 60 veaux, on a perdu 6.600 F après 4 mois de travail. On est allé plusieurs fois voir Sanders, mais là, il disait : «On n'y est pour rien si la viande a baissé, on ne peut rien faire ; vous n'avez qu'à continuer de travailler avec nous et sur chaque veau, on vous retiendra 30 ou 40 F jusqu'à ce que vous ayez fini de payer vos 6.600 F. Nous avons refusé parce qu'on aurait dû travailler trois ans pour payer cette dette».

Dans ce cas, il ne s'agit que d'une «petite dette», d'autres éleveurs «doivent» 10 ou 20 millions à Sanders.

Même si l'éleveur s'endette de plus en plus, Sanders cherche à continuer le processus tant que la dette ne dépasse pas le prix des biens de l'éleveur (bâtiments, terres dans le cas où celui-ci est propriétaire) de façon à placer toujours plus de marchandise (aliments, lait en poudre), étant assuré qu'il pourra de toute façon se payer en faisant liquider sa ferme au paysan. Devant cette situation, les éleveurs ont réagi. Aujourd'hui, ils réclament que cessent les poursuites engagées par Sanders, ils refusent de payer les prétendues dettes et exigent la rémunération de leur travail.

En décembre 72, un éleveur de porcs, M. Archambaud refuse de payer les 3.500 F que lui réclame Sanders et les paysans-travailleurs organisent une manifestation devant l'usine Sanders. Surpris, celui-ci annule la dette et remet à l'éleveur, un chèque de 1.960 F. Cette victoire va donner confiance aux éleveurs qui ont des «dettes» eux aussi. «Puisqu'il l'a fait pour celui-là, il peut le faire pour les autres» disent-ils. Certains vont se faire connaître et les paysans travailleurs prennent en main la défense des éleveurs. Mme G... nous explique : «on a reçu leur journal où ils disaient : des éleveurs se sont fait connaître, ils doivent des sommes de 2 à 3 millions, groupez-vous, ne payez pas. Alors on y est allé, à l'époque on n'était pas beaucoup, maintenant, on est 45...»

Mais les choses ne sont pas allées si rapidement, Sanders faisait tout pour éviter que les éleveurs, dispersés dans le département ne se voient «Quand on y est allé pour rouspéter, il y en avait un autre dans le même cas que nous, on l'a fait passer dans le bureau d'à côté, pour ne pas qu'on se parle». Mais malgré ça, le Comité de Défense des éleveurs va se constituer. Pour briser leur isolement, populariser leur lutte, et renforcer le Comité de Défense, les éleveurs vont faire un film, avec l'aide de cinéastes progressistes : «des dettes pour salaire». Toujours pour populariser la lutte, les éleveurs ont fait un gala auquel ont assisté 2000 personnes.

Pierre, un paysan travailleur, nous explique comment ils conçoivent la lutte : «Après la victoire pour Archambaud, on s'est orienté vers une action en justice parce que des gens venaient de plus en plus nous voir qui avaient des dettes avec Sanders. Il était impossible d'organiser une manifestation toutes les semaines, alors, on a choisi cette forme d'action... L'avantage de l'action en justice, c'est que ça traîne en longueur. Pendant ce temps-là, Sanders ne peut pas faire saisir les paysans et nous on popularise et on se renforce». Les éleveurs ont pris contact avec des avocats

de Bordeaux, car dans le Lot-et-Garonne, aucun n'a voulu les défendre. Dans la lutte, les éleveurs font l'expérience de la Justice, de son caractère de classe : «La justice, on connaît, tout est jugé avant d'entrer au procès, on sait très bien qu'on ne va pas aller au procès la fleur à la bouche. Notre tactique, c'est d'attaquer en justice, en s'appuyant sur une action de masse solide». Et, pendant les procès, les éleveurs viennent les plus nombreux possible.

Mais, actuellement Sanders cherche à diviser les éleveurs et à gagner du temps. Il a essayé d'acheter certains éleveurs pour diviser le mouvement et Mme G... explique : «Maintenant, Sanders a une nouvelle tactique, il n'assigne plus personne en justice. Si bien qu'on devrait, nous, attaquer, et pour attaquer, c'est 1.500 F tandis que pour se défendre c'est 500 F, ça change. Il n'assigne plus personne parce que chaque fois, ça remet le feu aux poudres et on le contre. Il voit que le mouvement tient bon, il essaie de le faire mourir». Sanders espère que les éleveurs découragés par la longueur des procédures, abandonneront la partie. Mais cependant, certains points ont été marqués. Sanders, qui plaçait 21.000 veaux dans la région auparavant, n'en a plus que 300...

Bien sûr, d'autres firmes ont pris la place et passé des contrats avec les éleveurs, mais quelque chose a changé. «Beaucoup de gens font attention et n'acceptent plus les anciens contrats, nous dit Pierre, on oblige les firmes à donner un fixe par tête de bétail. Il faut que le contrat devienne clair. C'est la firme qui tient les rênes, c'est elle qui doit endosser la responsabilité, et le gars intégré doit avoir une garantie de revenu minimale».

La lutte continue contre les poursuites judiciaires, contre les soi-disant dettes et pour la rémunération du travail, mais chacun le sait, Sanders ne cédera pas facilement, plus que jamais, il faut renforcer le mouvement par des actions mobilisatrices et maintenir le rapport de force en faveur des éleveurs.

reportage Albert Chatillon.

un film : "DES DETTES POUR SALAIRE"

Le film a été discuté et réalisé par les éleveurs qui y ont reproduit des dialogues qu'ils avaient eu avec Jonio, le directeur de Sanders.

Dans le film, on voit Jonio se présenter en disant : «Il fallait bien que je vienne dans le Lot-et-Garonne pour assainir les finances de Rothschild» et aussi, on voit les conseils que Jonio donne à une agricultrice : «N'allez plus à ces réunions du CDJA, ce sont des gauchistes, ils vous prendront tout l'argent que vous avez... ou plutôt, si, allez-y, ne parlez pas trop et ramenez-moi tous les noms des gens qui sont à la réunion». Mme G... nous explique comment ce dialogue s'est terminé : «La dame lui a mis une chaise sur la tête en guise de chapeau et elle a un peu appuyé...»

Sanders a attaqué les paysans pour le film. «Le jugement a eu lieu le 29 janvier et on a eu la signification le 9 mars ; on a eu le temps de le passer partout. On a été condamnés à couper des passages où apparaît M. Jonio (sous les traits d'un acteur). On les a coupés, mais Sanders veut faire interdire le film complètement. Alors les éleveurs se défendent. Il est très important que les travailleurs des campagnes et des villes puissent avoir recours à des moyens comme le cinéma, cela constitue une brèche dans le monopole des instruments idéologiques (presse, télé, cinéma...) que détient la bourgeoisie et donne aux travailleurs quelques moyens pour s'affranchir de l'idéologie bourgeoise, ainsi que la possibilité de populariser et d'élargir leurs luttes.

CAEN

grande fête populaire organisée par la fédération du Calvados du P.C.R. (ml)

DIMANCHE 30 JUIN
A LA SALLE POLYVALENTE
DU GRAND PARC

avec

- * l'orchestre arabe de Paris
- * Carlos Andréou (chanteur révolutionnaire espagnol)
- * meeting du P.C.R. (ml) avec André ROUSTAN, Gilbert MURY, Tobias ENGEL
- * «Des pioches et des fusils» film sur l'Albanie
- * Nombreux stands

LE DECLIN DE L'U.D.R. (2)

Par Marc ANDRE

C'est à partir de 1962, après la fin de la guerre d'Algérie, et la reconnaissance par l'impérialisme français de l'indépendance de l'Algérie que l'UNR s'érigera sans contestation comme parti dominant de la majorité gouvernementale. Il faudra pour cela que soient éliminés du gouvernement puis réduits à la minorité au parlement, tous les partis piliers des gouvernements de la IV^e république : le MRP (Mouvement Républicain Populaire), la SFIO (ancien nom du PS) et le CNIP (Centre National des Indépendants et Paysans).

La question de l'Algérie, puis celle de l'Europe et de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun avaient déjà développé ouvertement les contradictions entre de Gaulle et des représentants de ces partis. C'est le problème de l'élection au suffrage universel du président de la république, qui activera la rupture entre ces vieux partis et les choix gaullistes.

1962 - 1969

L'UNR - UDR

Parti dominant

Cette dernière réforme s'inscrit parfaitement dans le sens de l'évolution de la IV^e à la V^e république. On a déjà vu en quoi les choix du parti gaulliste (rôle dominant du président de la république sur les chambres parlementaires pour toutes les questions décisives étaient un besoin de l'impérialisme français, s'il entendait que ses orientations ne puissent être sans cesse remises en cause du jour au lendemain par le biais d'une modification de la majorité parlementaire à la chambre des députés. Cette réforme imposée en 58 va être complétée par celle de l'élection du président au suffrage universel : ainsi son élection ne dépendra plus, justement comme auparavant, d'un collège d'électeurs, de notables et de parlementaires. Les partis gouvernementaux de la IV^e république, ceux-là mêmes qui avaient laissé complaisamment l'impérialisme US intervenir dans la vie politique française, s'opposent tous pour l'essentiel à ce projet : seule une fraction du CNIP (le futur parti de

Giscard, les Républicains Indépendants RI) appuiera l'UNR. Les nouvelles élections issues de ce référendum donneront un parlement où l'UNR a quasiment la majorité absolue (49% des sièges à elle seule).

En même temps que l'UNR s'affirme comme l'instrument de la politique gaulliste et garantit à cette politique une stabilité qui durera plusieurs années, au-delà même du changement de sigle de l'UNR en UDR, le parti se transforme et s'organise. On est loin du «parti de masse» que le RPF était arrivé à constituer dans les années 47-50. Si l'UDR continue à répercuter dans les masses les vieilles tromperies éculées de «participation», «d'association du capital et du travail», de «juste répartition des fruits de l'expansion», ce n'est pas ce qui lui permettra de conquérir réellement une base de masse, d'organiser une partie de son électorat. L'UDR se transforma en une machine parlementaire bien huilée ; ce sera le parti par lequel il faut passer pour bénéficier d'un certain nombre de faveurs financières gouvernementales. Bon nombre de notables régionaux, locaux, se rallièrent ainsi à l'U.D.R. La pénétration

aussi les enfants de la bourgeoisie qui veulent faire carrière dans la politique ; les jeunes arrivistes rejoignent le parti dominant et gouvernemental, cela leur semble le meilleur moyen d'arriver plus tard à assurer une fonction publique. Les Chirac et autres élèves de l'École Nationale d'Administration (pépinière des cadres politiques bourgeois) vont faire leurs classes dans ce parti. Ces arrivées vont accentuer l'évolution des caractéristiques des cadres gaullistes. Progressivement, les cadres qui ont noué leurs premiers liens avec de Gaulle au temps de la Résistance, cadres qui constituaient l'ossature dirigeante de l'UNR-UDR vont être éliminés ; dès 1964, ils sont minoritaires dans les instances dirigeantes (comité central, bureau parlementaire...), remplacés petit à petit au gouvernement, comme dans ces instances par des éléments qui se sont ralliés à de Gaulle bien plus tard. Pompidou premier ministre depuis 1962, qui lui-même n'a rallié de Gaulle qu'à la fin de la guerre, favorisera la progression politique de ces hommes «nouveaux», tels les jeunes loups comme Chirac. Ainsi façonnée, l'UDR, même si elle reste pendant la présidence de de Gaulle un instrument efficace de sa politique et un facteur de stabilité politique, contient déjà les germes de la division que l'on enregistre aujourd'hui.

Cette stabilité politique, de Gaulle la mettra à profit pour redéfinir un certain nombre de choix de l'impérialisme français en politique étrangère. Ces choix passent tous par la modification des rapports avec l'impérialisme US. Tout l'avantage acquis par l'impérialisme US au cours de la guerre anti-nazie lui a permis d'installer des positions, de maintenir des privilèges, économiques, militaires et politiques. Cela, l'impérialisme français a dû l'accepter pendant toute la période où il devait se relever des destructions de la guerre, mais il l'a contesté, quand, dans les années 60, les privilèges US limitaient ses possibilités de développement. Le thème d'«Indépendance Nationale», dans la bouche des gaullistes renvoie avant tout à cette nécessité des années 60. C'est ainsi que tour à tour l'impérialisme français se dotera d'une force de frappe atomique indépendante des USA, obtiendra le

départ des troupes US stationnées en France, se retirera de l'OTAN, développera ses relations avec l'URSS puis avec la Chine, reconstituera ses réserves en or et exigera que soit mis un terme au privilège du dollar, empêchera l'adhésion de la Grande Bretagne au Marché Commun, jugée trop liée à l'impérialisme US, critiquera l'intervention US au Vietnam, tentera de conquérir des marchés en Amérique du Sud, au Canada... chasses réservées des USA..., renforcera les liens avec les régimes arabes.

Si, grâce à cette politique d'opposition à l'impérialisme US, l'impérialisme français enregistrera quelques succès politiques, il ne se révélera pas capable de traduire partout ces succès par leur équivalent au niveau économique : nouveaux marchés, nouvelles zones d'investissements... Si certains succès sont acquis, notamment au Moyen-Orient, on constate une certaine stagnation dans les échanges avec l'URSS, l'Amérique du Sud, la Chine...

A ce facteur s'ajoutent l'aiguissement à la fin des années 60 de la crise impérialiste mondiale, la pression accrue de l'impérialisme US pour tenter de faire payer cette crise à ses rivaux. C'est cet ensemble de facteurs

qui poussera progressivement l'impérialisme français à composer avec l'impérialisme US. Certes, il ne s'agit pas de revenir à une situation analogue à avant 1958 ; l'impérialisme français a accumulé depuis cette date un certain nombre d'acquis, qui lui permettent de passer des compromis différents avec l'impérialisme US. Cela n'en constitue pas moins un recul de l'indépendance nationale, c'est le début du déclin du gaullisme et de l'U.D.R. !

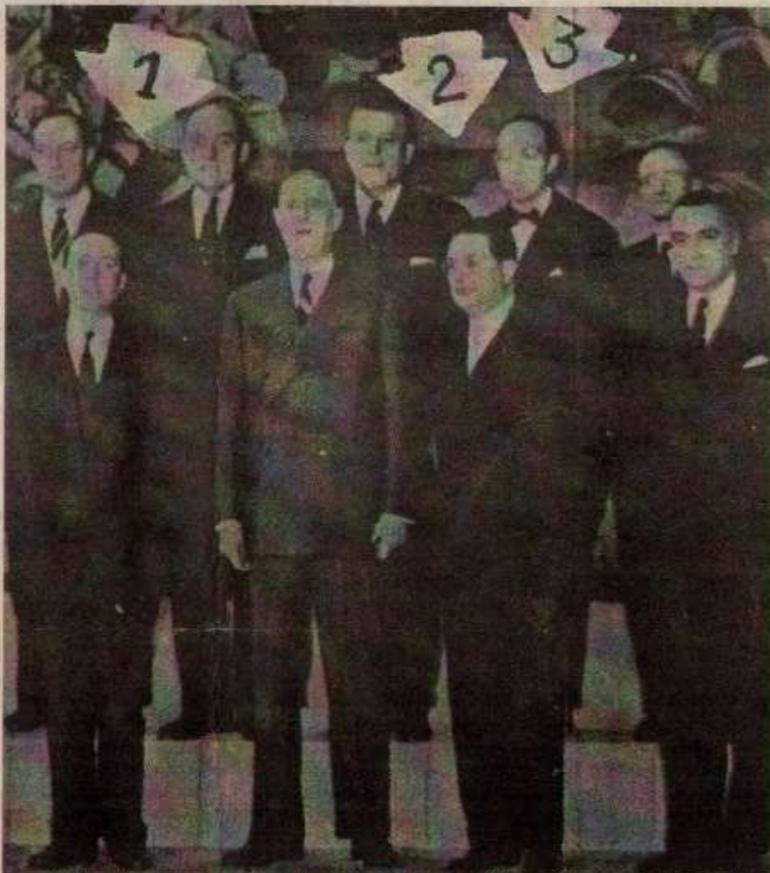
1969 - 1974

le déclin et la division de l'UDR

Le départ de de Gaulle après l'échec du référendum sur la régionalisation, son remplacement par Pompidou renvoient bien à cette question de

orchestrées par les forces rivales : révélation soudaine de séries de scandales où trempaient des députés UDR, y compris le premier ministre Chaban-Delmas : 100 députés UDR sont éliminés en 73 au terme de cette campagne.

Il est clair que l'élection de Giscard d'Estaing et la défaite du candidat officiel de l'UDR, Chaban-Delmas sont l'aboutissement de cette évolution du rapport de force au sein de la bourgeoisie entre les partisans d'un rapprochement avec l'impérialisme US au prix de certains abandons, et ceux qui s'y opposent à des degrés divers. Le nouvel équilibre des forces intérieures au sein de la bourgeoisie, s'il laisse prévoir pour l'avenir certains changements dans l'orientation de l'impérialisme français, ne permet pas de saisir quelle sera l'ampleur et la



De Gaulle entre Debré(1), Soustelle(2), et Jeanneney(3). A l'époque, ils appartenaient tous au même parti.

choix en politique étrangère. Le thème même de la régionalisation a été vite éclipsé lors de la campagne de 69, par la nature même de certaines forces refusant leur soutien à de Gaulle, favorisant ainsi sa défaite, et de nouvelles élections présidentielles, Giscard d'Estaing et la majorité de son parti (les Républicains Indépendants), une fraction du parti centriste conduite par Duhamel et Fontanet rallient la candidature Pompidou après avoir combattu le référendum gaulliste. Bien plus qu'une course au portefeuille, il faut y voir les engagements pris par Pompidou de modifier la politique étrangère de de Gaulle ; les modifications sont effectivement apparues pendant les 5 ans de la présidence de Pompidou, qu'il s'agisse des tentatives pour accélérer la construction européenne, du renoncement à l'étalon d'or, de la reconnaissance du maintien des troupes US en Europe, et des relations plus étroites entre Nixon et Pompidou. L'UDR était condamnée à enregistrer cette évolution, et d'autres forces politiques se sont chargées de lui faire perdre son rôle dominant. Les départs des Jeanneney, Fouchet, Vallon... n'ont été que des péripéties à côté des mesures de laminages sévères

rapidité de ces changements. Aujourd'hui, pour préciser la politique qu'il a la charge de mener pour le compte de l'impérialisme français, Giscard doit s'en donner les moyens. Or, ces moyens manquent ou sont limités Giscard ne dispose ni d'un parti politique qui soit l'équivalent de ce qu'a été l'UDR à la politique gaulliste, ni d'une majorité parlementaire homogène pour soutenir son gouvernement.

L'UDR dispose toujours de 180 députés à l'assemblée nationale, contre 50 seulement aux Républicains Indépendants et 30 aux Réformateurs. C'est un facteur d'instabilité très important pour le nouveau chef de file de l'impérialisme français, il ne peut espérer définir et mener à bien des orientations politiques nouvelles qu'à condition de rassembler autour de lui une majorité stable de 245 députés : cela va être l'enjeu des batailles politiques entre partis bourgeois dans les mois qui viennent. Cela passe par la poursuite du laminage de l'UDR.

Déjà existe à l'UDR un véritable groupe de «giscardiens infiltrés», c'est le groupe animé par Chirac (groupe dit

des «43» parce que 43 députés UDR ou CDP l'avaient rallié) qui avait été constitué pendant l'élection même, et qui avait favorisé la défaite de Chaban-Delmas. Ce groupe s'appuie, entre autres, sur la cohorte de «jeunes loups» comme Stirn, Lecat... aux dents longues, rentrés à l'UDR au début des années 60 et qui ne sont nullement prêts à sacrifier leur carrière politique à la défense d'une politique périmée. Mais ce groupe est loin de constituer un tout homogène dévoué pleinement à Giscard d'Estaing : il est trop faible numériquement pour constituer avec les députés Réformateurs et Républicains Indépendants la majorité absolue au parlement. C'est pour cela que toutes les tentatives de Giscard d'Estaing vont être dans les prochains mois de «casser l'UDR», comme le recommandait aimablement Servan-Schreiber avant de quitter le gouvernement : Chirac est prêt à aider à cette entreprise.

Face à cela, la tendance qui aujourd'hui persiste à défendre les thèmes gaullistes dans l'UDR (Debré, Chaban-Delmas...) a le choix entre deux solutions : soutenir le gouvernement pour tenter d'infléchir sa politique ou partir dans l'opposition, ce qui conduira au renversement du gouvernement incapable de disposer d'une majorité, et à de nouvelles élections législatives. En optant aujourd'hui pour la première solution, cette tendance de l'UDR tente de préserver la force de pression que constitue la présence au parlement d'un nombre important de députés UDR non ralliés à Giscard, force qui ne serait certainement pas reconduite telle quelle, si des élections législatives se déroulaient. Les appels à l'unité de l'UDR, répétés par Debré, Sanguinetti et autres vont dans ce sens. Les succès rencontrés au conseil de Paris par l'UDR qui, avec le CDP, a mis en échec les Républicains Indépendants et leur candidat à la présidence du conseil Jacques Dominati, montrent que l'UDR, grâce à cette unité, n'est pas encore un groupe moribond.

Mais l'avenir de l'UDR n'est pas moins sombre. Toute la politique de Giscard d'Estaing appuyé par son ministre de l'intérieur dévoué, Poniatowski, consiste à préparer les prochaines législatives qui conduiront vraisemblablement à la cassure de l'UDR entre ceux qui soutiendront Giscard d'Estaing et ceux qui s'y opposent. Le temps qui nous sépare de ces prochaines élections, le gouvernement entend le mettre à profit, d'une part, pour regagner le terrain perdu sur la «gauche», pour qu'un tel scrutin ne débouche pas sur une chambre de gauche, d'autre part, pour élargir la brèche dans l'UDR, y conquérir des positions...

C'est pourquoi déjà, les «gaullistes persistants» de l'UDR préparent cette étape. L'annonce faite par Jobert de la constitution d'un «mouvement de centre gauche» qui défendrait les thèmes gaullistes sur «l'indépendance nationale» pourrait amorcer le premier cadre de réorganisation de l'UDR éclatée. La figure de Jobert qui n'a jamais été un des leaders de l'UDR et peut comparaître comme un homme neuf, l'accueil favorable fait à ses propositions par Charbonnel, l'UJP (organisation de jeunes de l'UDR), montrent déjà que cette question est posée dans l'UDR.

L'état de l'UDR aujourd'hui est une nouvelle preuve de la fragilité, de l'instabilité, qui se sont instaurées dans les institutions politiques de la bourgeoisie. Les travailleurs doivent mettre à profit cette instabilité, cet aiguissement des contradictions dans les partis bourgeois, pour porter des coups renforcés au pouvoir bourgeois.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal 1 an 60 F
3 mois 15 F

pli fermé 1 an 120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

SUD-LIBAN LA SAUVAGERIE SIONISTE

A peine Nixon avait-il tourné les talons après son voyage, qu'on disait un «voyage de paix» au Moyen-Orient, l'Etat d'Israël a repris ses bombardements contre les camps de réfugiés palestiniens et les villages libanais. Des meutes d'avions écrasant systématiquement des camps populeux faits de tentes ou de petites huttes, mitraillant en rase motte les paysans rassemblés pour le travail dans les champs: voilà le message «de paix» de Nixon, traduit en actes par ses hommes de main sionistes. Ce forgeron qui, à Aïn-el-Héloué, au milieu de ses vingt mille frères, a vu ses enfants déshabillés sous ses yeux; ces femmes réfugiées avec tous leurs enfants dans un coin d'une pauvre baraque, qui s'écroule sur elles dans le fracas d'une roquette, voilà les cibles des sionistes, voilà les ennemis que se trouve la «paix» nixonienne au Moyen-Orient. Trente cinq morts et quatre vingt cinq blessés: voilà le bilan de la journée de jeudi. Une fois de plus, en majorité des femmes et des enfants. Et, une fois de plus, l'aviation sioniste a utilisé le napalm contre la population civile.

Ces crimes ne sont pas nouveaux: on se souvient des bombardements de mai, à l'occasion desquels les sionistes avaient notamment largué des jouets piégés sciemment destinés à assassiner les enfants qui les ramassent. Mais l'intensité des bombardements de ces derniers jours traduit la décision froidement arrêtée par Nixon et Rabin d'écraser le peuple palestinien et sa Résistance. La déclaration commune signée à Tel Aviv ne portait-elle pas en toutes lettres que: «chaque Etat a l'obligation d'empêcher l'organisation de forces irrégulières ou de bandes armées (...) dont le but est de faire des incursions sur le territoire d'un autre Etat»; les Etats-Unis et «Israël» sommaient par là les pays arabes de suivre l'exemple de Hussein de Jordanie en septembre 1970, et de liquider eux-mêmes la Résistance. Les sionistes commencent par prendre eux-mêmes ce travail en mains, pour tenter de réduire le peuple palestinien au silence par la terreur.

Le «désengagement» entre l'armée sioniste et celles de l'Egypte et de la Syrie, manigancé par les super-puissances, commence à porter ses véritables fruits: ayant les mains libres à l'Est et à l'Ouest, «Israël» en profite pour concentrer ses coups contre le peuple Palestinien et sa Résistance.

Comme à l'époque du «plan Rogers» de 1970, la signification politique de toute «solution pacifique» fondée sur le maintien de l'Etat d'Israël apparaît en pleine lumière: c'est la tentative pour écraser définitivement le peuple palestinien spolié par le sionisme, pour liquider son existence nationale.

En réaffirmant face à ces complots la volonté de la Résistance de poursuivre la lutte jusqu'à la libération totale de la Palestine occupée, le porte-parole de l'O.L.P. a exprimé la volonté même des masses soumises aux bombardements, et qui criaient aux journalistes: «Dites aux Israéliens que nous ne renoncerons jamais. Ils peuvent nous tuer, mais nous ne les laisserons jamais vivre en paix en Palestine».

Jean LERMET



Après les bombardements sionistes.

DECLARATION DU PORTE- PAROLE DE L'OLP

A PROPOS DE LA
DECLARATION
COMMUNE
AMERICANO-
SIONISTE

Le porte-parole palestinien a défini la position de la Résistance en cinq points:

1) La déclaration faite en Israël ignore non seulement la lutte et les droits légitimes du peuple arabe palestinien, mais également l'existence nationale distincte de ce peuple, reconnu pourtant par plus des deux tiers des pays du monde.

2) Cette déclaration invite d'une façon non voilée les régimes arabes à liquider la Révolution Palestinienne.

3) Les termes utilisés par le président américain: violence, terrorisme, mercenaires, liquidation, montrent la haine que voue l'impérialisme à ses véritables ennemis dans la région, en tête desquels se place la Révolution Palestinienne.

4) Les solutions impérialistes ne passeront pas, car nous avons confiance en nous-mêmes et en notre nation arabe. Nos peuples ne sauraient être acculés à la reddition sous la pression des impérialistes et des sionistes (...)

5) La sécurité de l'ennemi sioniste, dont Nixon s'est proclamé garant, ne pourra devenir une réalité malgré toutes les garanties et toutes les assistances qu'il pourrait lui fournir, car aucune force au monde ne saurait étouffer la volonté du peuple palestinien qui est déterminé à poursuivre sa juste lutte afin de récupérer ses droits légitimes sur la totalité de son territoire national. Le porte-parole de la Résistance Palestinienne a conclu: «Nous sommes résolus, quelles que soient les circonstances, à intensifier notre lutte armée sous ses différentes formes jusqu'à la réalisation de nos objectifs, à savoir: la paix juste, dans un Etat démocratique englobant la Palestine toute entière».

Avec le renversement du régime fasciste au Portugal et l'ouverture par le nouveau gouvernement de négociations avec les mouvements de libération des colonies africaines, les questions du Portugal et de ses colonies sont d'actualité. Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur les colonies portugaises et la lutte de libération. Nous parlerons par ailleurs de la situation intérieure au Portugal.

GUINEE-BISSAU 5 siècles d'oppression coloniale

Le 24 septembre 1973 est proclamée la République indépendante de Guinée-Bissau, après 10 ans de lutte armée contre le colonialisme portugais.

Cette immense victoire revenait après cinq siècles de colonialisme.

MARCHE D'ESCLAVES, PILLAGE, MASSACRES PORTUGAIS

Dès 1466, les capitaines de navires chargés du commerce entre la Guinée et les îles du Cap-Vert recevaient les instructions suivantes: «Quand vous serez arrivés à Bissau, vous devrez vous employer à faire du commerce d'esclaves utilisant pour cela des pagnes et des étoffes des administrateurs de la colonie du Cap-Vert». La traite des esclaves ainsi amorcée pour fournir de la main-d'œuvre aux «donataires» portugais, gros colons installés aux îles du Cap-Vert se poursuivra en direction de l'Amérique quand s'instaurera le «commerce triangulaire».

Plus d'un million d'Africains originaires de la Guinée-Bissau furent ainsi déportés vers les plantations d'Amérique, jetés à fonds de cale, souvent plus de 50% des esclaves mouraient au cours du voyage par suite des coups, de la nourriture infecte, etc...

A partir de 1840, le déclin, puis l'abolition de l'esclavage obligent les pillards colonialistes à faire le commerce de produits naturels pour remplacer le trafic d'esclaves. Pour cela, ils doivent s'implanter systématiquement à l'intérieur du pays pour occuper la Guinée telle qu'elle leur a été octroyée lors du partage impérialiste de l'Afrique en 1884. De 1878 à 1936, le Portugal mènera 20 guerres contre les différentes tribus, il massacra des dizaines de milliers d'Africains. Tandis que les Portugais «pacifient» à coups de mitrailleuses le pays, les compagnies françaises et allemandes supplantent le Portugal en

déclin dans le commerce de traite en Guinée-Bissau.

Après 1930, les Portugais reconquirent le monopole du commerce avec la Guinée en restaurant des barrières douanières et en assurant aux navires portugais l'exclusivité des transports maritimes.

L'histoire sanglante de la domination coloniale portugaise en Guinée, comme toutes les histoires de colonisation, est dominée pendant plus de quatre siècles par la volonté de s'emparer d'un potentiel humain et de s'approprier les ressources naturelles.

ESCLAVAGE CACHE ET PILLAGE DES RESSOURCES AGRICOLES.

Après que l'esclavage fût aboli, les Portugais instaurèrent le travail forcé. Des milliers de Cap-Verdiens sont encore soumis au travail forcé à l'aide de «contrats» aux termes desquels ils sont envoyés à São Thomé, en Angola dans les mines, les plantations, travailler 12 heures par jour pour 60 escudos (10 F) par mois. La haine du peuple Cap-Verdien pour ce système s'exprime dans cette chanson:

«Il y a des grands troubles dans la prison
A cause de l'administrateur Mota Carmo
Qui veut arracher à São Vicente sa population
Aidé de ses chiens».

En principe, le travailleur a un contrat de 4 ans; en fait, s'il ne meurt pas au cours de son contrat, s'il est encore valide, il est obligé de rester dans la plantation. S'il rentre, au bout de quelques années, il est usé, malade, et il meurt au bout de peu de temps. Le travail forcé et l'impôt par tête ont contribué à imposer la mono-culture pour l'exportation en Guinée. L'impôt par tête oblige tout paysan à se procurer de l'argent pour le payer. Comme la culture traditionnelle ne

procurait pas d'argent, les paysans sont alors obligés de cultiver des produits d'exportation. 60.000 familles sont obligées de cultiver l'arachide pour le compte de la C.U.F. qui la leur achète à des prix dérisoires.

Ainsi, les colonialistes portugais ont utilisé le potentiel humain pour effectuer le pillage des ressources naturelles ainsi que cela est montré dans le tableau des échanges entre le Guinée et le Portugal.

Exportations 1958-1959-1960 :	
- arachide	74.000 t.
- arachide décortiqué	28.000 t.
- palmiste	38.000 t.
- bois :	36.000 t.
Importations (4e trimestre 1960).	
- Produits textiles :	450 t.
- Boissons alcooliques	5.668 hl (III)
- Lait :	330 hl
- Farine :	163 t.

Ainsi, l'essentiel des échanges, c'est d'une part, des matières premières agricoles en provenance de la Guinée, d'autre part, des produits finis (textiles) ou des surplus (alcool: les Français avaient rendu obligatoire la consommation d'alcool en Indochine!) et, à un niveau dérisoire des produits alimentaires en provenance du Portugal; tandis que les masses populaires en Guinée et surtout au Cap-Vert souffrent de la faim.

FAMINE, ANALPHABETISME, MALADIES CHRONIQUES

Ecoutez la conversation d'un militant du P.A.I.G.C. avec un vieux d'un village balante qu'il l'accueille:

«-Papa, pourquoi tu ne me donnes pas du riz ?
- Je suis pauvre, je n'ai pas de poulet.
- Comment ça se fait, papa, que depuis que tu es né, tu travailles toujours et tu n'as pas pu avoir un seul coq.
- Mon fils, pourquoi tu me poses ces questions. Qui l'avait des verbes des

brebis, mais les blancs m'ont tout pris avec l'impôt».

Telle est la situation des Balantes et de toutes les ethnies de Guinée. Au Cap-Vert, la famine est permanente: un médecin rapporte: «il y avait chez tous les individus que j'étudiais pour m'importe quel type de maladie... un état de faim chronique». De son côté, un proviseur affirme: «une bonne partie de la population vit, même dans des années considérées comme «hors des crises», dans une situation de sous-alimentation chronique. Et les années «hors des crises» sont rares. 210.000 morts au cours de 9 grandes famines en 130 ans; la dernière, 10.000 morts, date de 1959. Les Cap-Verdiens, pour échapper à la famine et au travail forcé fuient vers le Sénégal, 200.000 vivent aux Etats-Unis, autant qu'au Cap-Vert.

Les maladies sont tout aussi meurtrières. Le taux de mortalité infantile en 1954 était de 6000/00 en Guinée (contre 210/00 en Suisse!). Le paludisme, la maladie du sommeil, les maladies intestinales touchent entre 40% et 92% de la population africaine alors que le réseau sanitaire était dérisoire: un médecin pour 100.000 Africains sous le colonialisme.

La misère physique s'accompagne de l'obscurantisme le plus profond: 99,7% de la population africaine est totalement illettrée. Pire, les

colonialistes ont même tenté de faire disparaître les coutumes ancestrales, la culture traditionnelle des différents ethnies. Par exemple, pour avoir le droit de célébrer les funérailles traditionnelles, il fallait payer un impôt très lourd.

Lorsque commencera la lutte de libération, les Portugais n'auront presque aucune assise sociale dans la société guinéenne à cause de leur politique durant les siècles d'oppression coloniale. La quasi-totalité des Guinéens sont victimes du pillage, de l'oppression. Les Portugais ont utilisé comme intermédiaire de leur domination des chefferies traditionnelles de certaines ethnies. Ils les ont même étendues aux ethnies qui n'en possèdent pas, imposant par exemple des chefs mandinkas aux balantes.

La société tribale a été détruite par le colonialisme portugais qui l'a remplacée par sa domination. Au cours de la lutte contre le colonialisme se forgera l'unité de la nation guinéenne qui balaiera les divisions tribales artificielles et les chefferies qui n'avaient plus qu'un rôle d'agent de la domination coloniale.

Nous reviendrons dans un prochain article sur les aspects les plus importants de cette lutte héroïque.

Grégoire CARRAT.

vient de paraître:
**PROGRAMME ET
STATUTS DU P.C.R.(ml)**

passer vos commandes à
FR BP 464 75065 Paris Cedex 2
CCP 31-191-14 la Source

Prix : 3 F
(plus 1,20 F de port)